

REDD

REDD JOURNAL DES JCR-RED

1€

N°31
FÉVRIER
2002



Des millions contre la guerre

- Du fric pour l'école, pas pour la guerre du pétrole !
- Pas de participation française !
- Justice en Palestine !



SOMMAIRE

Hexagone

- 3 « Affaire » Paris 6
- 4 La lutte des sans-papiers à Lyon
- 5 Retraites : reprendre l'offensive !
Le lycée saoule : mais pourquoi donc ?
- 6 Lutte des MI-SE et aide-éducateurs
- 7 Nos désirs font désordre

Dossier

- 8 **Des millions dans le monde contre la guerre !**

Monde

- 14 Contre le G8 : mobilisons-nous !
- 15 Au fait, c'est quoi le G8 ?
- 16 Forum social de Porto Alegre : la résistance s'accélère !
- 17 Echos du « Port de la joie »
« Défendre le printemps vénézuélien »
- 18 Clonage : progrès ou fin de l'humanité ?
- 19 Démocratie au Kurdistan !
- 20 Qui paiera pour le Prestige ?
- 21 Troupes françaises hors de Côte d'Ivoire !

Histoire

- 22 Les anarchistes et l'Etat

Kultur

- 23 Musique, BD



Dans le Monde du 28 janvier, Colin Powell, secrétaire d'Etat étatsunien, déclare : « Le pétrole appartient aux Irakiens. Si une guerre devait avoir lieu, nous respecterons les lois internationales comme nous l'avons toujours fait. Dire que nous ferions cette guerre pour le pétrole est une bêtise ». Une chose est certaine, c'est que Powell n'a pas décidé, pour l'année 2003, d'arrêter de mentir ! Quand on connaît le passé des Etats-Unis en matière de respect du droit international, quand on sait que des dizaines de milliers de soldats se massent autour de l'Irak et que les grandes puissances sont déjà en train de se répartir les morceaux du gâteau irakien, on peut dire que le culot et le cynisme du secrétaire d'Etat n'ont pas d'équivalent dans le monde. A moins que...

Supermenteur is back ! Chirac fait croire qu'il est contre la guerre ! La France mène une guerre coloniale en Côte d'Ivoire, Chirac a choisi le Premier Ministre ivoirien qui préservera le mieux les intérêts de la France dans la région... Et Chirac l'humaniste pourrait s'opposer à la guerre en Irak ? Qui peut croire qu'il ne cherche pas simplement à défendre les intérêts français ? Pas nous. Pas les centaines de milliers de gens qui sont descendus dans les rues le 18 janvier dernier pour crier « Non à la guerre ! ». Et pour crier aussi « Justice pour la Palestine ! ». Car les Palestiniens seront en effet, avec les Irakiens, les principales victimes de la guerre à venir. C'est pourquoi nous n'avons aucune illusion sur l'ONU, qui a voté des dizaines de résolutions sur la Palestine et laisse aujourd'hui Israël massacrer tout un peuple. ONU ou pas, la guerre on n'en veut pas !

C'est sur nos propres forces que nous pouvons compter, sur la mobilisation anti-guerre qui se développe à travers le monde. Le 15 février prochain, nous serons des millions dans les rues de Londres, de Washington, de Paris, de Buenos Aires ou du Caire... Et il ne faudra pas s'arrêter là. Dès que les premières bombes tombent sur l'Irak, débrayons nos lycées, nos facs ou nos lieux de travail afin que nos dirigeants comprennent que nous sommes contre leur sale guerre. Et dès à présent, préparons la mobilisation contre le G8, qui se réunira à Evian en Juin prochain, afin que les 8 dirigeants des plus grandes puissances mondiales sachent que nous ne cesserons pas de les harceler et que tôt ou tard ils paieront le prix de la mondialisation barbare et guerrière qu'ils nous imposent !

QUI SOMMES-NOUS ?



Nous luttons pour **une société débarassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'**une rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

« AFFAIRE » PARIS-VI POUR CERTAINS, TOUS LES MOYENS SONT BONS POUR SOUTENIR ISRAËL

Le 16 décembre dernier, le Conseil d'Administration de l'Université Paris-VI a adopté, sur proposition d'une intersyndicale (CGT, SGEN-CFDT, SNCS-FSU, SNESup-FSU, SUD-Education), une motion qui affirme que « l'occupation israélienne des territoires de Cisjordanie et de Gaza rend impossible l'activité d'enseignement supérieur et de recherche de nos collègues palestiniens » et que dès lors, le C.A. « se prononce pour le non-renouvellement de l'accord d'association U.E.-Israël ». Conformément, serait-on tenté d'ajouter, au vote du parlement européen du 10 avril 2002, lequel s'était prononcé en faveur du gel de cet accord d'association qui est conditionné au respect des droits humains.

On assiste depuis à une vaste campagne de désinformation, relayée par les médias, visant à faire croire que ce vote allait dans le sens d'un boycott des universitaires israéliens : pétitions, tribunes dans les journaux, appels signés par des Universitaires français... Diverses initiatives qui ont deux points communs : une vision pour le moins déformée de la motion (peut-être fallait-il la lire jusqu'à la fin, afin de constater que le C.A. « mandate le Président de Paris-VI pour nouer des contacts avec les autorités universitaires israéliennes et palestiniennes afin d'œuvrer dans le sens de la paix », étrange conception du boycott) et surtout une propension à « tout mélanger », afin d'exprimer en définitive, de manière à peine dissimulée, un soutien sans faille à

la politique israélienne. En effet, où sont B. Henry-Levy, D. Strauss-Kahn, A. Finkelkraut ou C. Lanzman, présents au rassemblement organisé le 6 janvier dernier devant l'Université de Jussieu par les réseaux sionistes, lorsque l'Etat d'Israël décide de fermer les Universités de Naplouse, Hébron et Bir Zeit, comme cela s'est produit il y a 2 semaines ? Que font-ils, ces amoureux du savoir et des Universités, à l'heure où la quasi-totalité des étudiants palestiniens ne peuvent se rendre en cours en raison des couvre-feu et des bouclages ? Ont-ils répondu à l'appel du vice-président de l'Université de Béthléem qui, le 4 janvier dernier, demandait l'aide de la communauté internationale « au nom du droit de continuer à instruire la jeunesse palestinienne » ?

A l'heure où le peuple palestinien traverse les pires heures de son histoire, où il n'y a plus de vie sociale dans les territoires occupés, où la politique meurtrière et coloniale d'Israël a atteint un niveau sans précédent, ne nous trompons pas sur les intentions des initia-

teurs de cette campagne. Leurs buts sont clairs : faire taire définitivement tous ceux qui osent critiquer la politique que d'Israël. En exploitant la mémoire du génocide nazi, en affirmant que « l'antisémitisme est le nouvel habit de l'antisémitisme » (R. Cukierman, président du Crif, lors du rassemblement de Jussieu), tout en fermant les yeux sur la situation dans les territoires occupés et dans les Universités palestiniennes, les chantres du savoir « comme meilleure arme contre l'extrémisme » ont choisi le camp de l'Apartheid. Ce n'est pas le nôtre.



Amélie, [Saint-Denis]



Manifestation contre le blocage des universités palestiniennes

LA MOTION

La motion adoptée au CA de Paris 6 (Jussieu), qui a tant fait parler d'elle, se prononce en fait sur un non-renouvellement d'un accord entre l'U.E. et Israël. Cet accord concerne des échanges commerciaux et financiers, et une demi page sur 147, la coopération dans la culture et la communication. Elle demande aussi

la suspension de l'accord cadre pour la recherche. La motion vise à travers ces demandes à rompre avec le gouvernement israélien, et non avec les universitaires comme on peut le voir dans la suite de la motion où le président est mandaté pour prendre contact avec les universitaires israéliens et palestiniens. L'intérêt de cette

motion est de mettre en avant la responsabilité de l'U.E. dans la politique israélienne, et de poser à l'université la question de la solidarité avec les palestiniens, les étudiants et les universitaires.

Violette, [Jussieu]

LES FAITS QUI ONT SUIVI LE VOTE DE CETTE MOTION

Le 16 décembre, une motion concernant le retrait de l'accord d'association entre l'Union Européenne et Israël a été votée par le CA de Paris VI. Les associations et organisations sionistes (CRIJ, UEJF, LDJ, Betar, Shalom Arshav ...) ont profité des vacances de Noël pour mobiliser fortement contre cette motion. Une pétition a circulé ainsi que de nombreux mails et un appel à rassemblement a été lancé pour le lundi 6 janvier, à la rentrée. Les arguments avancés contre la motion était essentiellement le refus du boycott, le caractère soi-disant antisémite du texte et l'importance de ne pas attaquer les universitaires israéliens qui seraient éventuellement dans le camp de la paix.

Cette mobilisation a eu un écho relativement important puisque environ un mil-

lier de personnes était présents à Jussieu vers 17h avec la présence de plusieurs organisations (dont l'UNEF) et de personnalités (BHL, Finkielkraut ...). Un regroupement a eu lieu pour défendre la motion auquel appartenait notamment des JCR ainsi que SPEB, Averoes (association de musulmans sur Jussieu) ...

Des échanges de slogans ont eu lieu à travers des cordons de CRS ainsi et les manifestants contre la motion ont lancé quelques mottes de terre et canettes ... Par la suite, plusieurs étudiants se sont fait frapper (4 étudiants à l'hôpital dont l'un s'est retrouvé entre une charge de CRS et le Betar...) et de nombreux étudiants ont été poursuivis aux alentours de la fac par des sionistes.

Emmanuelle, [Jussieu]

POURQUOI MAINTENANT ?

Le contexte, c'est tout d'abord l'approche du déclenchement de la guerre en Irak. Comme au moment de la guerre en Afghanistan c'est un moment privilégié pour permettre à l'Etat israélien de durcir encore sa politique de domination du peuple palestinien. En effet, si Bush s'octroie le droit d'aller pourchasser d'hypothétiques terroristes en Irak, le prétexte est tout aussi valable pour Sharon. En cette période d'offensive impérialiste généralisée, les états impérialistes ont tout intérêt à se soutenir mutuellement.

De la même manière que nous faisons le lien entre la guerre en Irak et l'oppression du peuple palestinien, les impérialistes veulent étouffer tout mouvement de solidarité avec l'un ou l'autre peuple. Le but est donc que toute critique de la politique du gouvernement de Sharon soit immédiatement taxée d'antisémitisme et que tout mouvement soit empêché parce que les gens ont peur de se faire frapper ou de passer pour antisémites ...

Emmanuelle, [Jussieu]

LA RÉPONSE DES DIFFÉRENTES ORGANISATIONS

Il n'a pas été facile de rassembler les organisations de la fac pour affirmer notre solidarité avec la motion et les syndicalistes qui l'ont proposée. En effet, la pression idéologique exercée pour faire croire qu'il s'agissait d'un boycott des universitaires israélien a fait que de nombreuses personnes et organisations n'ont pas compris de quoi il s'agissait réellement. C'est quand les étudiants ont entendu lundi soir les propos des intervenants au meeting de l'Uejf et vu la violence des groupes para-militaires comme le Betar et la LDJ que les réactions ont commencé.

Nous avons commencé par mobiliser avec les organisations révolutionnaires de la fac (Speb, CNT, un peu LO et le PT), et nous avons mené la bataille pour que l'Unef affirme sa solidarité avec la motion. Nous y sommes parvenus, malgré l'opposition de la direction, et grâce aux militants de l'AGE, puisque l'Unef Paris 6 a adopté une motion précisant que la motion du CA va dans le bon sens et nous avons décidé que l'Unef Paris 6 ne participerait pas au rassemblement du lundi soir.

Antoine, [Jussieu]

LA LUTTE DES SANS-PAPIERS A LYON (SUITE)

Depuis le 4 janvier 2003, 11 sans-papiers (9 hommes, 2 femmes, présents en France depuis plusieurs années) sont en grève de la faim (encore une autre) afin d'obtenir leur régularisation.

Le collectif et leurs soutiens ont eu plusieurs rencontres avec le secrétaire général de la Préfecture depuis le début de la lutte (août 2001) pour la Régularisation des sans-papiers et cela, suite à de nombreuses manifestations et occupations de plusieurs lieux symboliques (Hôtel de Nice, bureaux de la compagnie Suisse assurance, foyer SNCF, auditorium de la Part Dieu, église St Nizier, centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation),

ainsi qu'une présence dans toutes les manifestations à caractères sociaux ou politiques.

Il est regrettable que la lutte des sans-papiers prenne aujourd'hui une tournure aussi grave, toutefois ces derniers sont déterminés à aller jusqu'au bout de leur action. Nous ne pouvons dès lors que leur apporter notre soutien dans cette épreuve qui nous l'espérons réussira. Même si nous désapprouvons ce mode d'action, notre place est à leur côté pour demander leur régularisation ainsi que celle de tous

et toutes les sans papiers et demandeurs d'asile.

Julien, [Lyon]



L'ENJEU DE LA BATAILLE DES RETRAITES POUR LE MOUVEMENT OUVRIER

REPRENDRE L'OFFENSIVE !

Raffarin et le MEDEF veulent imposer 40 annuités de cotisation aux travailleurs du public pour partir à la retraite, au lieu de 37,5 annuités actuellement. C'est l'alignement sur le recul social imposé par Balladur aux travailleurs du privé en 1993. Déjà Juppé en 1995 avait dû retirer cette réforme face à un important mouvement de grève. Mais la dictature des marchés poursuit sa logique de destruction sociale.

Seillière, le baron des patrons, dévoile son plan : « *il faut allonger la durée de cotisation, progressivement comme cela s'est fait partout... des études indiquent qu'il faudrait aller à 42 ou 43 années de cotisations d'ici 10 à 15 ans* ». L'offensive libérale actuelle prépare les attaques de demain. La plupart des jeunes aujourd'hui connaissent chômage, petits boulots et contrats précaires... donc commencent à cotiser plus tard. Cela voudrait dire que nous partirons à la retraite à 70 ans ! Mais non ! Nos bons gouvernants ont pensé à tout, il suffira de cotiser aux fonds de pension (comme les salariés d'Enron aux USA...). Ce sont des milliards d'euros qui font baver tous les rapaces de la finance. Mais si vous ne gagnez pas assez pour placer en bourse, vous toucherez les minima sociaux après des années de travail. La boucle est bouclée : la précarité de 7 à 77 ans !

A travers l'offensive contre les retraites, l'objectif est de faire plier les travailleurs et la jeunesse pour leur imposer les prochaines attaques : casse des services public (notamment avec la loi de décentralisation) et davantage de précarité et de sacrifices pour les milieux populaires. Pour cela financiers et ministres doivent à travers la bataille des retraites briser toute résistance au nouvel ordre économique, sécuritaire et militaire. Il ne faut pas les laisser faire !

La 1^{ère} réponse vient des salariés d'EDF qui ont dit majoritairement « non » au référendum préparant la privatisation de l'entreprise et une attaque contre leur régime de retraite. Ils n'ont pas hésité à s'opposer à la direction de la CGT qui comme l'ensemble des confédérations syndicales (à part Sud) se place sur le terrain de la négociation avec le patronat. Comme les manifestations du 1er février, c'est un point d'appui important pour la lutte. En

effet, face à l'intégration des directions syndicales à la gestion libérale du système, la rupture est nécessaire pour retrouver la pleine liberté de la lutte sociale. Le référendum d'EDF du 9 janvier vient compléter les résultats du 1er tour des élections présidentielles où les partis de la gauche plurielle ont été désavoués alors que l'extrême gauche obtenait plus de 10 % des voix. Les militants d'extrême gauche ont donc un rôle important à jouer dans cette rupture avec les partis réformistes et les directions syndicales afin que les militants politiques, associatifs et syndicaux, les salariés et les jeunes s'unissent pour diriger leur lutte et décider eux-mêmes de leurs revendications.

Pourriposter à l'offensive du patronat et du gouvernement, le mouvement ouvrier doit reprendre l'offensive. La seule solution au problème des retraites est d'augmenter les cotisations patronales (une hausse de 0,37 % par an suffirait

à garantir les retraites jusqu'en 2040 !), de faire payer les financiers et de prendre sur les profits des grandes entreprises. La lutte pour la retraite à 60 ans et à taux plein passe par l'interdiction des licenciements, l'embauche de tous les précaires et une autre répartition des richesses en faveur de la population.

CE QUE VOUDRAIT LE MEDEF !



Campbell, [Bordeaux]

Luc Ferry affirme que l'ennui à l'école n'est pas une mauvaise chose... Voilà le point de vue d'un lycéen :

LE LYCÉE SAOULE MAIS POURQUOI DONC ???

Tout d'abord, les trois années pendant lesquelles se déroulent l'apprentissage au lycée se situent en toute fin de l'enseignement obligatoire au niveau juridique mais également dans la plupart des cas au niveau parental. En effet il arrive fréquemment que la pression parentale au niveau scolaire s'atténue à la suite de l'obtention du bac. Pour qui les lycéens travaillent ? Pour leurs parents ou pour leur réussite personnelle ? Quoi qu'il en soit, cela représente une pression continue qui est reprise par le groupe enseignant. Mais encore, le lycée n'offre en aucune mesure le pouvoir de refuser, contester. Il se présente et s'affirme comme une institution dans laquelle les règles sont toutes faites et les lycéens bien qu'ayant la possibilité d'être présent dans le conseil de vie lycéenne et au conseil d'administration ne peuvent rien dire et le peu de remarques faites dans ces réunions sont quasi-instantanément rejetées. Il est donc impossible de faire évoluer les nombreuses contraintes qu'impose le lycée. Beaucoup d'élèves atteignent la majorité durant ces années et le cadre fliqué, materné provoque un sentiment d'étouffement compréhensible. L'envie de jouir de cette majorité ainsi que le besoin d'autonomie va à l'encontre de ce que le lycée peut offrir. Cet étouffement se traduit par une démotivation, une lassitude pendant les cours. Quels sont ceux qui ne regardent pas l'heure ? Ces sentiments provoquent une impression de gavage de connaissances. La perspective de l'examen rabâchée à tous les cours bafoue dans son intégralité l'éventuel plaisir d'apprentissage, la notation systématique des devoirs amplifie l'impression de contrainte. Quels sont ceux qui révisent pour le plaisir ? Alors quel serait le lycée idéal ? Peut être un lycée dans lequel les besoins des lycéens sont pris en compte, un lycée dans lequel les cours varient dans leur manière d'être, un lycée dans lequel les profs peuvent prendre des décisions sans prévenir six mois avant la vie scolaire. Cela permettrait une certaine spontanéité dans cet enseignement monocorde et on ne peut plus chiant. Quant à l'administration n'en parlons pas !

Fabien, [Rouen]

ON S'ENNUE À L'ÉCOLE



SOLDES D'HIVER AU MINISTÈRE !



Depuis le 25 novembre dernier, dans deux académies (Nantes et Rennes), les étudiants-surveillants (maîtres d'internat – surveillants d'externat) et les aides-éducateurs (les emplois-jeunes de l'Education Nationale) sont en grève illimitée. Soit plus de huit semaines de grève ! Ces deux collectifs de surveillants et aides-éducateurs ont été rejoints par d'autres (Lyon, Toulouse, la Corse, Paris...) et il existe maintenant plus de trente collectifs, qui se réunissent en coordination nationale, avec des collectifs d'emplois-jeunes hors Education Nationale.

Au début de l'année scolaire, Ferry et Darcos annonçaient la suppression de 5600 postes de surveillants et de 20 000 postes d'aides-éducateurs

ainsi que la création des assistants d'éducation, chargés de remplacer les surveillants (dont les postes s'éteindraient peu à peu) dans le secondaire et les emplois-jeunes dans le primaire. Pour le gouvernement, le statut d'étudiant-surveillant (recrutement sur critères sociaux, congés d'examen, avantages horaires pour la poursuite d'études...) est obsolète, sa création remontant à 1937. Il annonce aussi qu'il est impossible de reconduire le dispositif emploi-jeunes parce que cela n'avait pas été prévu par le précédent gouvernement et pour des raisons budgétaires, alors qu'ils sont devenus indispensables dans les établissements. A la rentrée prochaine, 82 000 jeunes seront présents dans les services de vie scolaire des collèges et lycées et les écoles primaires contre 98 000 aujourd'hui. Le ministre annonce la création de 16 000 postes d'assistants d'éducation, mais c'est en réalité 30 000 postes de surveillants et aides-éducateurs qui sont supprimés !

Qui sont ces assistants d'éducation ?

Dans une circulaire officielle, on a pu lire que le recrutement de mères de famille

et de jeunes retraités était envisageable mais les textes du ministère disent donner la priorité aux étudiants. Pourtant, le seul mode de recrutement envisagé est le recrutement par les chefs d'établissement devenus patrons de lycées, alors que les surveillants sont actuellement recrutés sur critères sociaux par les rectorats. Dans la même veine, les mi-temps (payé 50 % du Smic) seront priorités, avec des contrats de trois ans renouvelable une fois, et un temps de travail à mi-temps de 700 heures annualisées sur 39 semaines. De plus, ils pourront effectuer leur service sur plusieurs établissements. Vous avez dit précarité ?

Ce projet de régression sociale vise à casser les statuts des différentes catégories de l'Education Nationale (les conseillers d'orientation, les ouvriers-techniciens sont aussi sur la sellette) et à mettre en place la fameuse décentralisation chère à Raffarin, qui rime avec précarité, casse des acquis sociaux et démantèlement du service public. Ferry et Darcos font le choix de remplacer les aides-éducés par

des portiques et des caméras vidéos... et les futurs assistants d'éducation ne seront chargés que de la seule surveillance (et non plus du soutien scolaire, des foyers...). Aujourd'hui, les pions et aides-éducés se battent pour leur survie mais aussi con-



tre la précarité et le tout-sécuritaire, pour un vrai service public d'éducation. Pour s'imposer face au gouvernement, il faudra être plus nombreux. C'est vers la grève à la suite de la journée du 28 janvier de tous les personnels de l'Education Nationale qu'il faut aller !

Camille, [Rennes]

PLATEFORME DES SURVEILLANTS ET EMPLOIS-JEUNES EN LUTTE :

La coordination nationale des collectifs et assemblées générales du mouvement des emplois-jeunes, aides-éducateurs et surveillants refuse la suppression des 5 600 postes de surveillants et la mise au chômage de 53 000 emplois-jeunes dans le courant de l'année 2003. Elle revendique :

Pour les surveillants :

- le retrait définitif du projet d'assistants d'éducation
- le maintien du statut d'étudiant-surveillant dans le cadre de la fonction publique d'état
- la création de postes de MI/SE à la hauteur des besoins. C'est-à-dire au minimum 20 000 postes nationaux pour revenir au taux d'encadrement de 1970
- la stagiairisation immédiate et automatique de tous les MI/SE

Pour les emplois-jeunes des services publics :

- pas un emploi-jeune et aide-éducateur au chômage en 2003 et leur intégration immédiate et titularisation pour ceux qui le souhaitent, dans un un corps de fonction publique quel qu'il soit, sans condition de concours, ni de nationalité
- validation des acquis professionnels
- formations qualifiante et/ou diplômantes sur le poste ou au choix du salarié
- revalorisation des salaires
- transformation en emplois statutaires de la fonction publique des nouveaux métiers révélés par les emplois jeunes et aides-éducateurs.

Pour les emplois-jeunes des associations :

- validation des acquis, formation diplômante ou qualifiante, revalorisation des salaires
- dotation conséquente de l'Etat aux associations employeurs

Plus généralement :

- arrêt de toute précarité avec la titularisation et la formation adaptée pour tous les personnels qui le souhaitent (emplois-jeunes, CES, CEC, contractuels, vacataires, ...)
- contre le projet de décentralisation et de privatisation du service public visant à son démantèlement

Pour plus d'infos : site internet pions en lutte www.mi-se.fr.st

Au boulot

NOS DÉSIRES FONT DESORDRE !

De l'attaque contre les retraites aux privatisations en série, de l'enfermement des mineurs et des lois sécuritaires aux réformes libérales contre l'éducation en passant par la chasse mortelle aux sans-papiers : le gouvernement CRS a choisi ses ennemis. Nous ne cessons de répéter que les travailleur-se-s, les jeunes et les immigré-e-s, comme chacun l'aura remarqué, sont dans sa ligne de mire. Mais ils-elles ne sont pas les seul-e-s... Savez-vous que les lesbiennes, gais, bi et trans comme les femmes subissent également la politique réactionnaire de la droite de combat.

Le retour de l'ordre moral. Pour son retour aux affaires, la droite n'a pas oublié dans ses bagages les grenouilles de benitier. Mattéi, le ministre de la Santé, est un proche de l'Opus Dei, courant catholique intégriste. Les campagnes de prévention contre le sida comme celles sur l'avortement et la contraception risquent de se transformer en campagnes évangéliques. Le gouvernement compte également en son sein, un ministre délégué à la Famille histoire de défendre le mariage et les normes patriarcales et hétérosexistes.

Communication...piège à con ! Le gouvernement d'en haut a appris à parler en regardant en bas, bienvenue dans l'ère de la communication. Sarkozy habitué aux petites phrases assassines contre les « droits de l'hommistes », nous a gratifié d'une jolie envolée lyrique dans une émission télévisée (120 minutes pour convaincre, F2) contre les exclusions : celle des étrangers mais aussi celle des gais et lesbiennes. « Homosexuel-le », ce mot que nous avons dû arracher à la gauche gestionnaire avant de la forcer à se déplacer pour défendre et voter la loi sur le PACS ; la droite, elle, le manie aujourd'hui sans difficulté. Ce n'est pas un hasard si la bible est laissée dans le sac : elle entend incarner un courant politique moderne. Mais dès la mise en place de ce gouvernement de curés, la CADAC et l'APGL ont été écartées et remplacées par des associations « boutinistes » au Conseil National Supérieur pour l'Information sur la Sexualité. Christian Jacob, ministre délégué à la Famille (hétérosexuelle,

bien sûr) a réaffirmé son opposition à l'adoption d'enfant pour des personnes homosexuelles : « Pour moi un enfant a besoin d'un père et d'une mère. [...] Pourquoi faudrait-il prévoir qu'il puisse être adopté par un couple homosexuel, alors qu'il cherche avant tout à ne pas se différencier des autres ? Il ne faut pas se tromper de combat, les enfants ne doivent pas servir une cause. » sauf celle de l'ordre établi. Nous jugeons sur les actes et de ce point de vue rien n'a changé.

A qui profite la norme ? L'ordre moral est un des remparts idéologiques du système capitaliste. Quand la crise s'éternise et s'aggrave, les gouvernants veulent régner jusque dans nos corps et nos esprits. Pour cela il faut régenter nos désirs. Culpabiliser, inculquer de force la honte tel est leur objectif pour assurer sans problème, la reproduction des normes et des classes sociales. Leur sacro-sainte famille est le pilier de cette société où les hommes doivent s'occuper de la production tandis que les femmes sont contraintes à obéir et se charger des enfants. Ce système ne laisse aucune

place aux lesbiennes, gais, bi et trans, il ne fait que les reprimer.

Construisons la mobilisation ! Contre ce retour à l'ordre moral, les enjeux des mobilisations contre l'homophobie, pour l'égalité des droits sont importants. Le mouvement LGBT vit actuellement une période de repolitisation et se fait plus présent dans les combats contre le gouvernement. Tout au long de l'année ont lieu dans certaines villes des initiatives diverses (festivals, débats, action), nous devons y participer massivement. Entre mai et juin se dérouleront les marches de la fierté lesbienne, gaie, bi et trans : il faut largement mobiliser dans les lycées, les facs et sur les lieux de travail pour ces manifestations qui veulent servir d'antidote à la honte que nous imposent les valets de l'ordre hétéronormatif. Cette fierté contribue par son exigence de libération des corps et des comportements, à contester, au bénéfice de tou-te-s, l'enfermement exclusif dans des normes étouffantes.

Gael, Sofiane, [Metz]

MANIFESTATION CONTRE LA MARÉE NOIRE

Samedi 25 janvier 2003, 150 personnes ont participé à Brest à un rassemblement unitaire à l'appel du Collectif « Mor glaz » sur les marées noires. Manif préparée en très peu de jours.

« Assez, assez, assez, de marée noire, le capitalisme ça tue et ça pollue »,

« Nos vies valent plus que leur pétrole »

« Des rateaux et un sceau, pour Sarko et Bachelot ! »

Voilà quelques uns des mots d'ordre. Les JCR avaient distribué 1 000 tracts sur les lycées et facs de Brest. La LCR a diffusé un tract à la manif.

La photo de la banderole JCR-LCR est tirée du Télégramme du 26 janvier 2003. Deux télé étaient là également.

Les Verts et surtout de la CGT-Marins étaient présents

Banderole de tête : "La mer n'est pas une poubelle".

Correspondant



DES MILLIONS DANS LE MONDE CONTRE LA GUERRE !

NEW-YORK, OSLO, BERLIN, PARIS, RAMALLAH, ROME, LE CAIRE, COPENHAGUE, STOCKHOLM, GLASGOW, MANILLE, AMSTERDAM, ATHENES, ANVERS, SKOPJE, LONDRES...

OÙ EN EST LE MOUVEMENT CONTRE LA GUERRE ?

Comme vous le savez certainement, les mobilisations contre la guerre en Irak ont lieu dans le monde entier. Le mois dernier, notamment lors de la dernière semaine d'action du 18 janvier, des manifestations ont eu lieu aux Etats-Unis (500 000 personnes à Washington et 200 000 à San Francisco!), en Grande-bretagne, en Italie, en Espagne, au Japon, au Pakistan... La mobilisation prend de l'ampleur, y compris dans les pays arabes. En France, où le mouvement avait beaucoup de retard, la manif du 18 a représenté un saut, un vrai progrès : 200 000 personnes ont défilé dans plusieurs dizaines de villes dans des cortèges plus dynamiques que le 18 décembre. Les collectifs locaux contre la guerre continuent de se monter (notamment dans les lycées : ça bouge à Rennes, Rouen, Brest, Orléans, Grenoble, ça commence à bouger à Paris...). Beaucoup de contacts ont été pris... Il se passe quelque chose et les dirigeants des grandes puissances s'en rendent bien compte, ils redoublent de manoeuvres : Bush devient de plus en plus menaçant, Chirac et même Blair essaient de faire croire qu'ils sont des colombes... La manifestation mondiale du 15 février, qui a lieu dans un grand nombre de capitales, peut vraiment être massive!

Comment arrêter la guerre?

Le mouvement contre la guerre est déjà un mouvement pluraliste et doit le rester : il implique des individus et des groupes très différents (religieux, pacifistes, syndicaux, politiques...) et c'est sa grande force. En effet, pour réellement stopper la guerre, il faudra être des millions, et il n'est pas possible qu'autant de personnes soient d'accord sur l'ensemble de l'analyse de la guerre.

Mais il est quand même nécessaire d'avoir un minimum d'objectifs, de revendications communes pour pouvoir être efficaces et avoir un minimum d'unité d'action. A notre avis, les deux revendications minimales sont certainement : « non à la guerre avec ou sans l'ONU » et « pas

de participation du gouvernement à la guerre ». Pourquoi ? Tout d'abord, il est nécessaire de s'opposer à la guerre en ne comptant que sur nos propres forces, sans compter sur une action de l'ONU : rappelons que la première guerre du Golfe a été menée avec sa bénédiction en 1991, que l'embargo contre l'Irak est organisé par son intermédiaire et que l'ONU n'a fait des résolutions contre l'Irak qu'à partir du moment où Saddam a attaqué le Koweït alors que quand il a attaqué les Kurdes et les Iraniens à l'arme chimique, l'ONU était bien silencieuse... Il ne sert à rien de demander à Chirac ou à un autre brigand d'exercer son droit de veto : il l'aurait fait depuis longtemps et il n'aurait pas voté la résolution 1441, qui permet d'attaquer l'Irak en toute légalité. Nous devons ensuite refuser toute participation française à cette sale guerre : en reprenant cette revendication, nous indiquons clairement que les responsables sont les gouvernements. A notre niveau, en tant qu'habitants d'un pays impérialiste, qui fait la guerre, empêcher l'envoi de troupes est l'action la plus efficace que nous pouvons faire pour améliorer le sort des Irakiens, sans pour autant leur dicter leur conduite, et la seule manière de le faire, c'est de mettre sous pression notre propre gouvernement.

Au sein du mouvement, il est néanmoins fondamental de faire avancer certaines idées. Il faut avancer la « question sociale », c'est à dire essayer d'expliquer que cette guerre se fait aussi contre nous, contre les jeunes et les classes populaires. Nous devons poser la question : qui va payer la guerre ? Evidemment, les patrons et le gouvernement vont faire peser le poids de la guerre sur nous et le font déjà en augmentant le budget militaire (cela représente des commandes, des profits garantis pour les grands groupes militaires et pour beaucoup d'autres entreprises...) et en baissant celui des services publics : la guerre, ça veut dire moins d'écoles, d'hôpitaux, des salaires bloqués mais des profits en hausse !

Nous devons mettre également en avant la défense des Palestiniens, car la guerre en Irak fait peser sur eux une réelle menace de nettoyage ethnique !

Le racisme ambiant, notamment le racisme anti-arabe et anti-islam, est aussi une vraie arme pour justifier la guerre en faisant croire que arabe = musulman = islamiste = terroriste. Il est fondamental de dénoncer cette propagande qui fait croire que l'ennemi est l'Etranger, alors que l'ennemi, ce sont le gouvernement et les capitalistes.

Agir, dès maintenant!

Nous pouvons tous faire quelque chose contre cette guerre. Il faut monter des collectifs dans nos quartiers, nos bahuts en rassemblant les personnes autour de nous qui sont contre la guerre, faire signer une pétition, écrire un tract, organiser un concert, une conférence de presse... Le soir du 15 février, la coordination des collectifs de région parisienne contre la guerre organise une réunion-meeting ouverte à tous les collectifs de France et à toutes les organisations et personnes intéressées pour bouger contre la guerre. N'hésitez pas à aller à la manif à Paris et à prendre contact avec le collectif. Le 15, nous manifesterons à New York, Ramallah, Rome, Tokyo et nous serons des millions!

Xavier, (Nanterre)

AU NOM DU FRIC, UN MASSACRE ANNONCÉ

Les dernières déclarations de Rice et Wolfowitz ne font aucun doute sur la volonté américaine d'intervenir militairement, avec ou sans l'ONU en invoquant comme seul argument que si les inspecteurs ne trouvent pas d'armes, « c'est que l'Irak les cachent ! ». Difficile, dans ses conditions d'échapper à la guerre ! Dans la bataille diplomatique au sein de l'ONU, de nombreuses questions restent en suspens comme la participation de la France, l'exil de Saddam Hussein... Hormis la guerre même, une seule chose paraît sûre : le sort réservé à la population. Un rapport confidentiel de l'ONU montre les conséquences humanitaires du conflit : 500 000 victimes directes ou indirectes, 1,4

millions de réfugiés, 43 % de la population privée d'eau potable. Un expert du programme alimentaire mondial note que l'écroulement du régime signifierait aussi l'effondrement du programme « humanitaire » « pétrole contre nourriture » dont dépendent entre 16 et 18 millions d'Irakiens ; avant même le déclenchement de la guerre, le millier de personnes des organismes internationaux responsables de la distribution des vivres seront évacuées. Mais pour cela, le peuple irakien peut compter sur « l'humanisme » de l'ONU qui veillera bien à ce que des sacs de blés soient bombardés entre deux tomahawks ou autres mini champignons atomiques ! D'un Bush à l'autre, l'Irak aura connu près de 2 millions de vic-



times. Alors que faut-il comprendre à la logique Bushère ? Renverser Saddam au nom de la paix ou massacrer le peuple au nom du fric ?

Face au cynisme des politiques impérialistes, les désastres humanitaires ne semblent qu'accessoires dès lors que les profits des multinationales sont en jeu.

Edouard, (Rouen)



Ce cher Colin Powell, général américain, chef des armées pendant la 1ère guerre du Golfe, a toujours le mot pour rire. Voilà que dans un entretien à des journaux américains, il nous livre cette confidence à propos de l'Irak : « *La question n'est pas celle du temps nécessaire pour que les inspections marchent. Elles ne marcheront pas.* » Le langage des militaires, c'est toujours plus clair que le bla-bla des politiciens : assez de diplomatie, les bombardiers vont bientôt s'exprimer...

COMMENT LA GUERRE DU VIETNAM A T-ELLE COMMENCÉ ?

C'est l'incident « de la baie du Tonkin » qui a mis le feu au poudre. D'après les autorités américaines, un destroyer US, le Maddox, avait été attaqué à deux reprises par des patrouilles navales nord vietnamiennes, les 2 et 4 août 1964. Le 5, le président américain Johnson dénonçait l'agression commise « en haute mer, dans les eaux internationales » contre les Etats-Unis. En conséquence les avions US bombardèrent et détruisirent des navires nord vietnamiens.

Une résolution unanime du Congrès américain allait autoriser le président à prendre toutes les mesures nécessaires pour repousser toute attaque armée contre les forces des Etats Unis et pour prévenir toute nouvelle agression. C'est cette résolution qui allait servir pour légitimer une escalade militaire qui allait provoquer 2 millions de morts.

Tous les médias occidentaux avaient relayé fidèlement la version du gouvernement américain. En fait le 2 août 1964, le Maddox se trouvait non dans les eaux internationales, mais en mission d'espionnage sur le territoire vietnamien. Le premier incident avait donc été provoqué par les USA. Et au niveau des dommages, le Maddox reçut une seule balle, tandis que les patrouilleurs vietnamiens furent purement et simplement détruits. Un des pilotes qui couvraient le navire américain, Jim Stockdale, publiera dans ses mémoires la véritable version des faits : « *Il n'y a pas eu d'incident. Pas de bataille. Ils n'ont jamais ouvert le feu.* »

L'ANGOISSE DU PÉTROLIER

Qui des compagnies pétrolières, américaines, françaises, russes, ou chinoises, gagnera le plus à une guerre en Irak ? C'est la cruelle incertitude qui occupe le cœur de leurs dirigeants... Même parmi les chefs des compagnies américaines, certains ont des doutes, comme ce monsieur John Browne, directeur général de BP, qui affirme dans *Le Monde* : « *Nous aimerions être sûrs que nous serons tous sur un pied d'égalité et qu'il n'y aura pas de choses pré arrangées.* » Pas facile d'être un capitaliste. Un spéculateur suisse, pour qui l'argent n'a pas de nationalité et qui investira de toute façon là où il y a le plus de pognon à se faire reste zen : « *Il y a gros à parier qu'on s'acheminera vers un compromis.* » On est rassuré...

CHIRAC S'EN VA EN GUERRE !

La guerre se faisant de plus en plus pressante, la question du positionnement de Chirac face à la guerre et dans le conseil de sécurité est à étudier.

Au début de l'année, les positions de Chirac étaient ambiguës puisque d'une part il augmente le budget de l'armée et demande la construction d'un nouveau porte avion, et d'autre part, dans son discours aux armées, il demande aux militaires de se tenir prêts. Déjà que le premier a eu du mal à flotter, quand sera-t-il pour le second, et cela nous coûtera combien ?

On voit bien que la position de notre président soit disant « pacifiste » est loin d'être claire. Mais ce qui compte dans cette ambiguïté, c'est les nombreuses manifestations ainsi que les sondages qui montrent que plus de 80 % des français sont opposés à la guerre. Soumis à la pression de l'opinion, nous avons un Chirac contre la guerre qui dit vouloir tout faire pour éviter la guerre contre l'Irak, ou bien qu'il veut une intervention militaire déterminée dans le cadre de l'ONU et donc du Conseil de Sécurité.

Chirac tente ainsi de se servir d'une institution à caractère antidémocratique et bourgeoise pour sauver ses fesses. Cela lui permet de garder une certaine légitimité auprès de l'opinion. Mais l'état d'esprit de l'opinion est loin de celle de Chirac.

Si sa position est aussi ambiguë, cela tient à deux choses. En tant que représentant d'un Etat impérialiste, Chirac a des intérêts à protéger dans tout Moyen-Orient, que ce soit diplomatiquement, militairement, qu'économiquement. D'autre part, le pétrole, problème central dans les guerres impérialistes, a sa part à jouer dans les décisions de Chirac. Et ses amis des grandes multinationales doivent lui rappeler le besoin de contrôler à venir des régions de pétrole pour subvenir à long terme les besoins économiques. De plus, cette guerre pourra être l'occasion à la France de placer quelques multinationales.

Enfin, il y a l'ONU, bonne machine à guerre impérialiste. Chirac se servant de l'ONU pour protéger ses intérêts donne une légitimité à une institution bourgeoise gouvernants pour les intérêts des capitalistes. Chirac veut en



fait une intervention dans le cadre du Conseil de Sécurité pour avoir sa part de gâteau, mais de manière légitime !

On peut d'ailleurs se poser la question pourquoi aujourd'hui les Etats impérialistes demandent à respecter le cadre donné par l'ONU, alors que depuis des dizaines d'années, bien d'autre comme Israël, la Russie violent des droits de l'homme, des droits fondamentaux. Chirac ne s'en soucie pas. En fait ce qui doit nous amener à penser d'une part que l'ONU en tant qu'outil impérialiste doit être aboli et, d'autre part, que Chirac de par ses intérêts ira faire la guerre dans le cadre de l'ONU avec son compère Bush.

Mais ne soyons pas défaitistes, car, c'est pas là haut que tout se joue, mais dans les rues. C'est par nos mobilisations que nous pourrons

éviter une guerre. La guerre du Vietnam avait entraîné d'énormes mobilisations contre les USA, alors faisons de même, mobilisons-nous, et faisons que dans les prochaines manifs, ce soit plusieurs centaines de milliers de personnes dans la rue contre toutes les guerres, quelques soient.

Julia, Neige, Mathieu, (Orléans)

MO MOWLAM, THE GUARDIAN, 5 SEPTEMBRE 2002

Mo Mowlam a été membre du cabinet du Premier ministre britannique, Tony Blair, de 1997 à 2001. Les travaillistes ont participé quand ils étaient au gouvernement aux bombardements contre l'Irak. Mais ces propos démontent certains arguments de l'administration américaine.

« Les propos innombrables autour de Saddam Hussein, selon lesquels il posséderait des armes de destruction massive, allégations auxquelles on n'apporte jamais le moindre commencement de preuve plausible, semblent vraiment sans importance. Même si Saddam avait ces armes, pourquoi voudrait-il les utiliser ? Il sait que s'il fait mine de s'emparer des champs pétrolifères des pays voisins de l'Irak, toute la puissance du monde occidental s'abattra sur lui. Il sait très bien que s'il ose lever le petit doigt contre Israël, le même sort l'attend. Les comparaisons avec Hitler sont idiotes : Hitler pensait qu'il pouvait vaincre; Saddam sait bien que non. Même s'il a des armes nucléaires, il ne peut remporter une guerre contre l'Amérique.

Les Etats-Unis peuvent le contenir sans aucune difficulté. Ils n'ont nul besoin d'essayer de le pousser à commettre l'irrationnel [...] Sous couvert de guerre contre le terrorisme, c'est la guerre pour le pétrole qui serait, en réalité, menée. Tout ceci n'a rien à voir avec on ne sait quelle menace irakienne, qui est totalement imaginaire. Cela n'a rien à faire avec une guerre contre le terrorisme, ni avec on ne sait quelle morale. Saddam Hussein est, à l'évidence, un homme diabolique, mais lorsque nous lui vendions des armes sophistiquées afin de tenir les Iraniens en respect, il était déjà l'homme diabolique qu'il est encore aujourd'hui. Il était déjà à l'époque le pion qu'il est encore de nos jours. »



Prochaines guerres

PERSPECTIVES DU « MONDE LIBRE »

La situation internationale actuelle impose le constat d'un monde qui s'éloigne de la paix. Au Moyen-Orient, avec la future ré-élection de Sharon, en Irak, ou bien encore en Côte d'Ivoire, peu de conflits ont jusqu'ici été résolus de manière durable et non-violente.

Plusieurs mois après l'attaque en Afghanistan, quels sont les résultats ?

Les afghans ont-ils vu leur niveau de vie s'améliorer alors que les paysans se relancent dans la culture d'opium ? La situation des femmes afghanes est-elle meilleure, alors qu'elles subissent toujours l'humiliation que représente leur Bourka ? L'administration Bush a depuis plusieurs mois l'Irak pour cible, et maintenant la question n'est plus de savoir si cette guerre aura lieu ou non, mais quelle elle aura lieu. Mais quelles perspectives pour les Irakiens ? Bush a déjà annoncé qu'il financerait la reconstruction du pays grâce à l'or noir et que des élections ne pourraient être envisagées que d'ici deux ans voire plus...

Mais que vera-t-on après l'Irak ?

L'axe du mal reste toujours représenté à travers le

monde. La Corée du nord, dont on parle beaucoup en ce moment défie les résolutions des nations unies et se moque ouvertement des avertissements américains. Le comportement « voyou » de ce pays, son refus de s'aligner sur les recommandations de l'ONU concernant son programme nucléaire, ne font-ils pas de lui un pays beaucoup plus dangereux que d'autres ? Bush ne pourra-t-il pas, par la même occasion, éliminer un des derniers vestiges de la guerre froide ? Si son but est de terminer le boulot de son père quoi de plus logique ? D'autant plus que la crise irakienne montre bien qu'une guerre est plus question d'habileté diplomatique et de manipulations médiatiques qu'autres choses... Pour preuve, qui aurait cru à une nouvelle guerre en Irak il y a deux ans ?

Mais les américains ne sont pas les seuls à partir en guerre.

En échange de leur soutien politique, les pays du monde libre s'en vont aussi à la chasse aux terroristes. Les russes en Tchétchenie, les turques au Kurdistan, Aznar lui s'occupe des Basques, les mexicains au Chiapas, bref tout le monde y trouve son intérêt. Chacun renforce son pouvoir chez soi et tout le monde est content !

Le monde libre s'en va décidément en guerre pour propager la libre concurrence, le libre com-

merce, le libre marché et la liberté d'entreprendre...

Cette imposture idéologique néo-libérale oublie peut-être qu'au niveau mondial, le capitalisme a de lourdes charges envers ses victimes. Il est en grande partie responsable de la misère du monde qui chaque jour fait de milliers de morts, dont on parle étrangement beaucoup moins à la télé. Le chacun pour soi imposé par le patronat mondial met au même niveau des pays aussi riches que la France face à des nations ruinées comme l'Argentine, dont la crise n'a fait que confirmer l'échec d'un libéralisme irresponsable, et au delà, du système capitaliste dans son ensemble.

Joan, [Marseille]

Fin novembre 2002 : en plein Conseil des ministres, Francis Mer, ministre de l'Economie, déclare qu'il partage « exactement » l'opinion du président de la Bundesbank, pour qui « la seule solution, c'est la guerre ». Fin janvier 2003, changement de décor : c'est le 33e Forum économique mondial de Davos. Une sorte de kermesse pour gens d'en haut, avec grands patrons, gros actionnaires et hommes politiques. Par mi eux, Shimon Pérès, ancien chef de la diplomatie israélienne et prix Nobel de la Paix, pour qui une guerre contre l'Irak serait « une très bonne chose pour la reprise de l'économie mondiale ». A quelques mois d'écart, c'est la même rengaine ! Mais qu'y a-t-il de commun entre un ministre de l'économie français, un banquier allemand, un diplomate israélien et un président américain ?

Le fric et le pétrole !

Depuis plusieurs maintenant, la crise économique fait rage. La situation sociale dans de nombreux pays devient de plus en plus instable. Le chômage augmente, les plans de licenciements se multiplient et des milliards d'euros partent chaque jour en fumée à la Bourse. Les perspectives de croissance s'assombrissent. Les médias parlent même désormais d'une possible récession en France et en Allemagne. Il ne s'agit pas d'une crise passagère, d'un mauvais moment à passer avant que le capitalisme reprenne son cours « normal ». Nous nous trouvons aujourd'hui face à une crise profonde du capitalisme mondial. Tellement profonde que Wall Street, la Bourse des Etats-Unis, est touchée de plein fouet depuis plusieurs mois. Dans ce cadre, des franges de plus en plus importantes de la jeunesse et des salariés commencent à se rendre compte qu'ils

n'ont rien à attendre de ce système. Cette crise est en train d'exacerber les contradictions sociales, en même temps, qu'elle aiguise les rivalités entre grandes puissances.

Le pétrole joue un rôle décisif dans les guerres en préparation, comme celle de l'Irak. Pour les classes dirigeantes états-uniennes, il s'agit désormais de contrôler les sites de production et les voies de transport du pétrole. Si elles atteignent cet objectif, cela leur permettra de garder le contrôle de leurs adversaires dans la compétition économique internationale (Europe, Chine et Japon). Dans l'économie capitaliste, l'énergie occupe une place stratégique. Et ce d'autant plus que nous entrons de le dernier siècle pétrolier de l'humanité. On sait déjà que d'ici 10 à 20 ans, il n'y aura plus de pétrole aux Etats-Unis. Et au rythme où progresse la consommation mondiale, la plupart des experts pensent qu'il n'y aura plus une goutte de pétrole sur la planète d'ici 2060 !

Ils nous préparent un nouveau siècle de guerres et de barbarie !

Autant dire qu'avec ces enjeux, l'Irak n'est qu'une introduction. Tout pays qui dispose de ressources énergétiques et de matières premières en quantité, ou bien qui pourrait menacer ces ressources, est aujourd'hui visé. Après l'Irak viendra le tour de l'Iran, du Venezuela, du Yémen, du Soudan, de la Colombie, des Philippines... Avec la guerre contre l'Irak, c'est une période de guerre sans limite qui s'ouvre. Une guerre qui doit permettre aux Etats-Unis de rétablir leur hégémonie économique et politique sur l'ensemble du globe. Et ils comptent bien utiliser le meilleur argument dont ils disposent :

leur puissance militaire. A eux tous seuls, les Etats-Unis dépensent presque autant que toutes les autres grandes puissances réunies. Et ils comptent bien continuer à creuser l'écart. En bref, il s'agit de construire une hégémonie mondiale incontestée et incontestable, un véritable « Empire » ! Prendre le contrôle de l'ensemble des ressources et mater tout concurrent potentiel : voilà les deux ressorts d'un cycle infernal qui commence avec l'Irak. Et c'est ce qu'ont bien compris Chirac et Schröder, qui savent devant le pétrole, mais craignent de se retrouver avec une laisse autour du cou ! Derrière les discussions diplomatiques et les oppositions de façade, Chirac et Schröder n'ont qu'un seul désir : être à la place des Etats-Unis.

Nous ne devons donc avoir aucune illusion sur nos dirigeants et ne compter que sur nos propres forces. Ce n'est que par une action déterminée et enthousiaste du mouvement anti-guerre qui se construit à l'échelle internationale que nous pourrions combattre réellement l'hégémonie impérialiste ! Et c'est par cette lutte, contre toutes les guerres et les barbaries qui se préparent, que nous pourrions rouvrir la perspective d'une transformation radicale de ce monde !

Camille, [Rennes]

DES MILLIONS DANS LE MONDE CONTRE LA GUERRE !

Le 18 janvier, succès international des mobilisations contre la guerre Dans le monde entier, ce sont plusieurs millions de personnes sont descendus contre la guerre à Irak. Des manifestations ont eu lieu dans les pays suivants :

**Egypte
Pakistan
Russie
Maroc
Etats Unis
Japon
Syrie
Angleterre
Allemagne
Suède
Italie
Belgique
Espagne
Turquie
Canada...
(et dans des dizaines d'autres pays !!!)**

EN FRANCE,

ce sont plus de 200 000 personnes qui ont manifesté dans plus d'une cinquantaine de villes :

Paris (20 000)
Toulouse (2500)
Lille (2000)
Bordeaux (2500)
Strasbourg
Marseille
Lyon (2500)
Caen
Le Havre (1500)
Rouen (1200)
Rennes
Orléans
Grenoble
Nancy...

LE 15 FÉVRIER : OBJECTIF 5 MILLIONS EN EUROPE CONTRE LA GUERRE !

La journée de mobilisation du 15 février a été lancée à l'initiative du Forum Social Européen de Florence qui s'est tenu en Novembre 2002 en Italie. L'objectif est de construire la mobilisation contre la guerre en Irak dans toute l'Europe en occupant massivement toutes les capitales européennes. Cette journée est particulièrement importante pour la construction de la mobilisation contre la guerre. Ce doit être une étape qui doit permettre au mouvement de passer à une phase supérieure, de devenir une véritable mobilisation de masse dans chaque pays. En France, cela doit permettre à tous les comités lycéens, étudiants et de quartiers de se retrouver et de se coordonner pour agir de façon plus efficace. Le mouvement ne prendra une véritable ampleur que s'il est relayé en permanence au quotidien par des millions de personnes qui sont convaincus que nous pouvons et nous devons empêcher cette sale guerre. Personne ne le fera à notre place !

LE 5 MARS : SOLIDARITÉ AVEC LA GRÈVE DES ÉTUDIANTS AMÉRICAINS !

Les étudiants américains ont lancé un appel national à la grève pour le 5 mars, dont nous reproduisons le texte dans ce numéro. Cet appel est un outil indispensable pour pouvoir construire une mobilisation qui soit réellement internationale. Nous n'empêcherons cette sale guerre si nous ne coordonnons pas nos efforts dans le monde entier. La guerre du Viet Nam a pu être arrêtée en partie grâce à la mobilisation internationale qui se développait. Nous devons discuter dans chaque collectif de la possibilité de reprendre cet appel pour mobiliser sur les faits en expliquant que se mobiliser contre la guerre en Irak est indispensable pour pouvoir défendre nos conditions de vie et d'études. Tout le fric qui passe dans les bombardements et dans les dépenses militaires, ce sont autant de moyens financiers, de postes d'enseignants, de bourses pour les étudiants, de logements qui sont supprimés. Nous devons mener la discussion pour que les syndicats étudiants, essentiellement l'UNEF et Sud, reprennent cet appel, dans une démarche unitaire. La question de la guerre est trop sérieuse pour qu'on puisse perdre son temps avec des logiques de concurrence entre organisations syndicales. Toutes les forces doivent être mises dans la bataille.

EN CAS DE BOMBARDEMENTS : RÉAGIR IMMÉDIATEMENT SUR LES FACS ET LES LYCÉES !

Les gouvernements des grandes puissances, les Bush, Blair et Chirac, vont se servir du déclenchement de la guerre pour essayer de paralyser les réactions sous un déluge d'informations, en prétendant que la guerre sera « courte », « propre », et qu'on a fait tout ce qu'il était possible pour l'empêcher, mais tout cela, c'est de la faute à Bush... Lui, Chirac fait ce qu'il peut... C'est à ce moment qu'il faudra réagir très vite pour construire sur la durée une mobilisation permanente. La première chose à faire est d'organiser sur les facs et les lycées une réunion de discussion pour expliquer les vrais enjeux de cette guerre. Car tout le monde ne sera pas forcément convaincu de la nécessité de s'opposer à cette guerre.

Il faut prendre le temps de convaincre, en démontant le discours dominant. Pour que le mouvement se construise sur la durée, il est indispensable qu'il se développe de façon démocratique en multipliant les cadres de discussion collectifs, comme des Assemblées générales où tous les points de vue peuvent s'exprimer, en prenant les décisions démocratiquement, en élisant les représentants s'il le faut. Un des objectifs pour réagir immédiatement, pour montrer que nous refusons réellement cette guerre est de préparer la grève au cas de déclenchement des bombardements. Cela se prépare dès maintenant, en discutant avec les professeurs, en informant les étudiants et les lycéens de ce qui se prépare, en renforçant ou en créant les comités contre la guerre.

Pas question de laisser passer sans réagir !



UN APPEL DES ÉTUDIANTS AMÉRICAINS CONTRE LA GUERRE

L'administration Bush tente de replonger l'Amérique dans une guerre préventive illégitime qui ne fera que renforcer l'insécurité pour les Américains et pour le monde entier. Au même moment, l'éducation, les soins de santé et l'économie sont négligés. Il est temps que la jeunesse et les étudiantEs s'engagent pour l'avenir de l'Amérique

**Le 5 mars 2003, une journée nationale de grève étudiante
Des livres, pas des bombes ! Empêchons la guerre contre l'Irak !**

La Coalition nationale des jeunes et des étudiantEs pour la paix (NYSPC) appelle les étudiantEs des campus des États-Unis à s'unir dans une journée de grève étudiante le 5 mars 2003. Voir www.nyspc.net pour plus d'informations.

Comme étudiantEs et jeunes, notre avenir dépendra des gestes que l'administration Bush posent aujourd'hui. Une attaque américaine contre l'Irak, inévitablement :

- Mettra en danger les vies des femmes et des hommes engagés dans cette guerre ;
- Accroîtra les souffrances et la misère du peuple irakien et massacrera des milliers de gens innocents
- Encouragera les attaques terroristes contre les États-Unis partout dans le monde et ici même
- Servira d'excuse pour diminuer les libertés civiles
- Dévoiera les ressources hors de l'éducation et des services sociaux
- Sera un outrage historique et sans précédent au droit international.

Comme étudiantEs et jeunes, l'avenir de ce pays, nous sommes préoccupés par le peu de préoccupations données aux véritables besoins des AméricainEs, spécialement dans le domaine de l'éducation. L'aide financière et les revenus des familles nuisent à l'accès à l'éducation supérieure. Les familles à faible revenu ont moins accès à l'éducation. Les dettes étudiantes sont de plus en plus lourdes. 2. Alors que le budget militaire américain croît toujours (12% d'augmentation de 2000 ` 2002)

Nous disons non à cette guerre terroriste visant à renforcer la puissance américaine et à prendre le contrôle des ressources pétrolières stratégiques.

Participons à la grève étudiante du 5 mars pour demander au gouvernement américain

- D'en finir avec sa poussée belléciste et avec les sanctions frappant le peuple irakien
- De subventionner l'éducation pour assurer un accès à tous l'éducation de haut niveau
- D'utiliser les fonds militaires pour éliminer la pauvreté et pour bâtir la paix ici et ailleurs.

Aux administrations des campus, nous demandons

- De déclarer votre opposition à guerre
- D'abroger et d'éliminer les contrats de recherche militaire ;
- De geler ou de réduire les frais de scolarité

[...]

La guerre contre l'Irak de l'administration Bush est une entreprise visant le contrôle de la région et de ses ressources pétrolières, et non la sécurité nationale, la démocratie et les droits humains. Nos Universités fournissent un soutien implicite à cette entreprise par les programmes de recherche militaire et de recrutement...

Comme étudiantEs qui défendons la liberté, la paix et l'éducation, nous affirmons : ILY A UNE ALTERNATIVE. La meilleure façon d'améliorer notre sécurité nationale est d'en finir avec les guerres immorales et illégales et de rediriger les fonds publics de l'armée et du commerce des armes vers l'éducation, les services sociaux domestiques et l'aide humanitaire dans le monde. Engageons-nous avec les étudiantEs du pays tout entier ce 5 mars pour construire une vision collective !



Sources

*NYSPC est une coalition qui regroupe les organisations nationales suivantes : 180/Movement for Democracy and Education, Black Radical Congress-Youth Division, Campus Greens, Muslim Students Association of the US and Canada, National Youth Advocacy Coalition, "Not With Our Money" (project of the Prison Moratorium Project), Student Environmental Action Coalition, Student Peace Action Network, Students United for a Responsible Global Environment, Students Transforming and Resisting Corporations, United Students Against Sweatshops, United States Student Association, Young Communist League, Young Democratic Socialists, Young People's Socialists League.

(Traduction, La Gauche, journal de la section québécoise de la IV^e Internationale)



CONTRE LE G8

MOBILISATION GENERALE !

Le sommet du G8 se déroule dans une situation internationale et française mouvementée. La guerre en Irak est rejetée par la majorité des populations du monde, et la mobilisation contre la guerre se développe, remettant en cause la politique internationale des gouvernements impérialistes. En France, face aux attaques du gouvernement, les luttes sociales sont nombreuses, sur tous les tableaux, bien que dispersées. Le G8 peut donc être un moment de convergence de ces différentes luttes, ce qui leur donnerait peut-être la possibilité de se développer, de converger vers une lutte sociale d'ampleur.

Face à cette situation, dans un contexte où la crise économique et les attaques qu'il mène peuvent lui faire perdre sa légitimité, le gouvernement tente de faire obstacle à la mobilisation par différents moyens. Il tente d'intégrer les ONG qui mobilisent contre le G8, en leur proposant des rendez-vous, des discussions, des autorisations voire des financements. Ce qui pourrait avoir pour conséquence l'organisation d'une mobilisation contre le G8 à 10 ou 20 kilomètres d'Evian, ce qui mettrait hors de portée le sommet. Le gouvernement souhaite aussi décrédibiliser le mouvement en jouant sur l'ordre du jour et l'organisation technique du sommet. Le G8 commencerait par un G28, associant des pays parmi les plus pauvres, puis par une réunion du G8 avec en plus des pays africains. Les représentants des pays du Sud étant les seuls logés hors d'Evian, la mobilisation pourrait être dénoncée comme voulant empêcher les pays du Sud de participer aux discussions. Chirac pourrait même proposer que le G8 ne se tienne plus sous la forme actuelle, ce qui mettrait soi disant fin à son illégitimité.

Dans son attitude, le gouvernement est aidé par les confédérations syndicales. En effet, celles-ci semblent se décider à mobiliser le mardi précédant le sommet du G8, ce qui limiterait le caractère massif de la mobilisation. D'autres part, diverses initiatives sont mises en place par les organisations qui veulent participer à la mobilisation, mais parfois sans le soucis fondamental qu'il y ait un cadre unitaire commun. Cela peut avoir comme conséquence des initiatives dispersées dans le temps et dans la région. De plus, les collectifs de mobilisation seront d'autant plus difficiles à mettre en place.

Mobiliser les jeunes. Dans la jeunesse, des initiatives dispersées sont d'hors et déjà en discussion (village anticapitaliste,

antiguérilla (VAAG), réseau G8-illégal, réunion des organisations de jeunesse...). Notre objectif est de faire se rassembler l'ensemble des initiatives dans un cadre commun.

La mobilisation que nous voulons se dérouler selon le schéma idéal suivant :

- Mettre en place un cadre commun à toutes les organisations intervenant dans la jeunesse.
- Mettre en place des comités de mobilisation locaux, avec des organisations et des individus, qui prennent des décisions par eux-même, démocratiquement, en votant s'il le faut.
- Réunir une coordination nationale des comités de mobilisation des facs, des lycées, des quartiers, etc.
- Organiser un village, principalement en

direction de la jeunesse, avec des concerts, des forums et débats, des assemblées générales des collectifs locaux, dans lequel tout le monde puisse se retrouver (éventuellement en mettant en place des pôles différents dans le village).

Pour que la mobilisation soit la plus large, notamment en direction des jeunes des quartiers populaires et des jeunes travailleurs, nous devons mobiliser avec l'ensemble des organisations qui interviennent dans la jeunesse. Et, dès maintenant, il faut construire des collectifs locaux de mobilisation contre le G8. Meetings, actions, fêtes, diffusions de tracts, il faut utiliser tous les moyens pour mobiliser le plus de monde possible contre le G8.

Antoine, [Argenteuil]

APPEL DE LA COORDINATION DES MOBILISATIONS CONTRE LE G8

Le G-8 se réunit à Evian les 1er, 2 et 3 juin 2003

MOBILISATION FACE AU G-8 !

Le G-8, qui réunit les 7 pays les plus riches du monde, plus la Russie, tiendra son prochain sommet en France, dans la ville d'Evian, les 1er, 2 et 3 juin prochain.

Créé en 1975 pour discuter de façon informelle des questions financières et économiques, ce club des dominants trace les grandes orientations d'une mondialisation soumise à l'exigence du profit et conformes aux intérêts des multinationales. Les recommandations du G-8 sont mises en œuvre par les institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale, dont les pays riches sont les actionnaires majoritaires ou l'OMC, dominée, elle aussi, par les mêmes pays.

Le G-8 prétend jouer de fait, le rôle de gouvernement du monde, ce pourquoi les peuples de la planète ne l'ont jamais mandaté. Instance illégitime, le G-8 impose pourtant ses choix et oriente la marche du monde. Le G-8 impulse des politiques néo-libérales qui accélèrent la concentration des richesses, s'attaquent au droit du travail, précarisent l'emploi et les conditions de vie de la grande majorité de la population et favorisent les exclusions culturelles et la destruction de l'environnement. Alors que les pays membres du G-8 refusent de lutter réellement contre les fraudes financières, le blanchiment d'argent et les pavillons de complaisances, le G-8, au nom de la lutte contre le terrorisme, légitime la guerre, le militarisme et la répression. Le G-8 prétend vouloir lutter contre la pauvreté dans le monde, mais le programme de réduction de la dette des pays pauvres s'est avéré totalement insuffisant et soumis à des conditions inacceptables, les plans du FMI continuent à conduire des pays, comme l'Argentine, à la faillite, la libéralisation commerciale sous l'égide de l'OMC se révèle chaque jour plus défavorable aux pays du Sud et les contributions financières pour la lutte contre le SIDA, le paludisme et autres pandémies sont à des années-lumières des besoins et des promesses. Les pays membres du G-8, enfin, n'ont pris aucune mesure sérieuse de protection de l'environnement, de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et contre la prolifération des déchets nucléaires.

Depuis une quinzaine d'année, les mobilisations se multiplient face au G-8. En Europe, cela a été le cas en 1989 à Paris et en 1996 à Lyon, en 1998 à Birmingham et 1999 à Cologne, des dizaines de milliers de manifestants ont exigé l'annulation de la dette des pays du sud, et en 2001, des centaines de milliers de personnes manifestaient à Gênes en dépit de la répression policière qui a provoqué la mort de Carlo Giuliani.

Cette année, nous avons la responsabilité de nous mobiliser en masse face au G-8 à travers une démarche militante et citoyenne qui va du local au global.

Que nous soyons militants associatifs, syndicalistes, membres d'une ONG ou d'un parti politique, ou, surtout, simples citoyens, nous serons dans la rue unis sur des exigences communes, mais en respectant nos différences, car notre diversité est notre force.

Nous nous mobiliserons, ensemble, pour la paix, contre toutes les guerres et interventions militaires, notamment en Palestine, Côte d'Ivoire, Colombie ou la Tchétchénie, et contre l'intervention occidentale en Irak.

Nous dénoncerons l'illégitimité du G-8 et nous exigerons des gouvernements des mesures immédiates contre la régression sociale, contre toutes les discriminations, notamment celles qui touchent les femmes et les homosexuels, et toutes les inégalités et pour exiger le droit au travail et au revenu, une autre répartition des richesses, l'annulation totale de la dette du Tiers monde, l'application du droit de tout être humain à circuler et vivre là où il le souhaite ainsi que l'accès pour toutes et tous aux biens communs de l'humanité, l'eau, la mer, la terre, l'alimentation, le logement, l'éducation, la culture, l'information et l'accès aux services de santé et aux médicaments.

AU FAIT ? C'EST QUOI LE G8 ?

Le groupe des sept pays les plus industrialisés rassemble depuis 1975, les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et le Canada ainsi que le président de l'Union européenne qui est associé aux Sommets. Depuis 1994, la Russie a été invitée aux réunions politiques mais ne participe pas aux discussions/décisions sur les questions économiques et financières. Ce « Groupe », qui se rassemble annuellement, détient le pouvoir dans des institutions comme le FMI et la Banque mondiale, l'OCDE. Son influence s'étend dans le monde entier et oriente les décisions de l'OMC en particulier. Le Gang des 8 dirige donc de manière directe ou indirecte toute l'architecture internationale, économique et financière, politique, stratégique. Les quelques 180 autres pays du monde (les trois-quarts de la population mondiale) n'y ont aucune voix alors que les discussions portent directement sur leur avenir et leur développement. Ce « Festival de la richesse » est aussi une occasion de rencontres entre les chefs de l'exécutif et un lieu d'élaboration et de réaffirmation de la « pensée unique ». « Notre intérêt » tel qu'exprimé par le G8 devrait donc être à sens unique, celui des grandes entreprises et des multinationales sans aucune concertation (bien entendu) des principaux concerné-e-s. Notons par ailleurs que ces pays les plus riches et

les plus puissants sont également ceux qui exportent des armes (et par la même alimentent les conflits), qu'ils sont tous d'anciennes (ou d'actuelles) puissances coloniales et qu'ils abritent la plupart des grandes multinationales. Il est bien évident que tout ces facteurs n'ont aucune incidence sur les discussions qui, à l'inverse de ce qui nous est affirmé, se transforment presque toujours en décisions. Les pays qui sont exclus de ces discussions (ceux du Sud bien évidemment), sont écrasés sous le poids de la dette et sont donc maintenus en état constant d'asservissement. De fait, si le capitalisme n'a pas besoin de visa pour voyager, les pays du Nord s'enferment dans une véritable forteresse, désignant l'immigré-e (qui a réussi, bien trop souvent, au prix de sa vie ou de sa santé à y pénétrer) comme responsable des désastres économiques. Les monarques du G8 remettent y compris en question tous les droits acquis après de longues luttes. Et bien évidemment, les premières victimes



sont les femmes qui sont les plus touchées par le chômage.

Face au capitalisme internationalisé, notre riposte doit permettre une convergence internationale des luttes, en réussissant à lier (comme nous avons pu le voir lors du FSE de Florence) le monde ouvrier, celui des salarié-e-s ainsi que celui de la jeunesse, pour refuser ce nouvel ordre mondial où les pauvres, les femmes, les jeunes, les étrangers... sont exclu-e-s.

Revenons un peu sur ces sigles dont le contenu n'en est pas plus compréhensible. Nous vous fournissons là, des définitions de ces organismes, sans aucune critique afin que vous réalisiez bien par vous-même (ou que cela vous renforce dans votre idée) de ce qu'est le libéralisme.

Pauline & Julien, [JCR Lyon]

Le FMI, ou Fond monétaire international est créé en 1944 ainsi que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), plus connue sous le nom de Banque Mondiale lors de la conférence monétaire et financière des Nations-unies tenue à Bretton Woods. A l'origine, la tâche assignée à ces deux organismes était de participer à la reconstruction de l'Europe, détruite lors de la Seconde Guerre mondiale, et de promouvoir le développement dans le monde. Par la suite, ses objectifs seront de promouvoir la coopération monétaire internationale, favoriser le développement harmonieux du commerce mondial, améliorer la stabilité des taux de change, établir un système multilatéral de règlement des transactions courantes et de mettre temporairement à la disposition des États membres des ressources financières (prêts à court terme). Ce sont les États membres qui fournissent ses ressources au FMI, en or et monnaies nationales. Cette quote-part détermine à la fois le nombre de voix dont dispose chaque État dans les instances du Fonds et le volume d'emprunts autorisés.

L'OMC ou Organisation mondiale du commerce est une institution en devenir. Elle représente la volonté de concrétisation des discussions sur les échanges internationaux depuis la création du GATT (General agreement on tariffs and trade, ou Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, conclu en 1947).

L'OCDE quant à elle est l'Organisation de coopération et de développement économiques instituée par une convention du 14 décembre 1960. Ce forum international s'est donné pour objectif d'assurer la plus forte croissance possible de l'économie et de l'emploi et la progression du niveau de vie dans les pays membres, de contribuer au développement économique des pays du tiers-monde, et de favoriser l'expansion du commerce mondial sur une base non discriminatoire.

FORUM SOCIAL MONDIAL DE PORTO ALEGRE :

CONTRE LA MONDIALISATION CAPITALISTE ET GUERRIERE, LA RESISTANCE S'ACCELERE !

Au Forum Social Européen de Florence, en novembre, près d'un million de personnes avaient défilé contre la guerre. Deux mois plus tard, le Forum Social Mondial (FSM) de Porto Alegre met lui aussi en avant le lien entre mondialisation capitaliste et guerrière. Petit résumé de ce que j'ai pu voir...

Quand la mondialisation capitaliste devient guerrière. Si les années 80 ont été les années du libéralisme triomphant, le maintien de la démocratie restait nécessaire pour s'offrir une légitimité face au bloc soviétique. La disparition de l'URSS est donc une véritable aubaine pour les dirigeants capitalistes ; plus besoin de prouver que le système capitaliste serait meilleur parce qu'il est démocratique, il suffit juste d'empêcher toute émergence d'un système alternatif qui pourrait remettre en cause cette nouvelle suprématie totale. Pour ce faire une véritable logique de guerre sociale et militaire a été mise en place ces dix dernières années et cette logique s'accélère depuis deux ans.

Aujourd'hui, Bush a « théorisé » l'idée de guerre préventive et il se pose comme le défenseur de « l'humanité civilisée » face aux « barbares terroristes ». Il mène une espèce de guerre sainte où l'on ne se préoccupe plus de droits. Il attaque, renverse des gouvernements, mets ses valets

à la tête des pays et conclue avec eux de juteux dictats économiques. Au passage, il emprisonne dans des conditions inhumaines des Afghans à Guantanamo et étouffe consciencieusement dans l'oeuf tout foyer d'opposition.

Alors, Bush est-il un dictateur fou assoiffé de pouvoir qui délire à la tête du plus puissant pays du monde ? Sûrement pas... L'économie américaine ne se porte pas au mieux, le gouvernement a donc dégagé 400 milliards de dollars pour combler les failles de l'économie en boostant les industries militaires avec des commandes de l'armée. Dans un premier temps, cet argent (200 fois l'argent consacré par les Etats à la lutte contre le Sida) peut relancer l'économie américaine. Dans un deuxième temps, une fois l'Irak mise au pas, cela permettra de faire de l'interventionisme au profit des patrons, de prendre des marchés promis aux européens, d'avoir un nouveau point d'appuis stratégique, etc...

La résistance s'accélère.

Malgré tout cela, la résistance s'organise et, aujourd'hui, la situation politique en Bolivie, en Equateur, au Brésil ou au Chili est telle qu'il est probable que le continent tout entier refuse non seulement de s'engager dans cette guerre mais aussi de continuer plus avant à se lier (pieds et poings liés) à l'économie américaine dans le cadre de la ZLEA (Zone de libre-Echange des Amériques). En Europe, le succès du Forum social européen montre aussi qu'il y a une véritable dynamique de résistance. Plus de vingt pays européens avaient prévu de manifester contre la guerre le 15 février. Au FSM de nombreux autres pays se sont joints à cette initiative. Avec ce troisième Forum Social



Manifestation contre le sommet de Davos, l'anti Porto Alegre...

Mondial qui lie la question de la guerre à celle de la mondialisation capitaliste, une étape a été franchie.

Davos et Porto Alegre sont deux alternatives inconciliables, les symboles et les lieux d'élaboration de deux types de société radicalement opposées. Dire aujourd'hui que « le monde n'est pas une marchandise » c'est refuser le capitalisme qui apporte et se maintient grâce à une violence sans cesse accrue. Dire « qu'un autre monde est possible » c'est assumer la nécessité d'une alternative politique. Dire que la logique du capitalisme mène à la violence et à la barbarie et qu'il faut opposer une logique alternative à celle-ci, c'est être révolutionnaire.

Ici, à Porto Alegre, le 15 février en manif contre la guerre, ou en juin contre le G8 à Evian, nous inventons la société que nous voulons ; une société démocratique qui offre de véritables perspectives d'émancipation en garantissant à chacun le droit de manger à sa faim, d'être logé, de travailler, d'avoir accès à l'éducation... Cette société est encore mal définie mais elle ne pourra pas exister tant que nous n'exigerons pas que les richesses, la nature, les moyens de communication ne soient plus pris en otage par le marché mais mis à notre disposition. Lorsque les marchés financiers et le Produit national brut américains commandent une guerre, c'est la vie humaine que l'on sacrifie sur l'autel de la bourse ; ripostons en sacrifiant la bourse sur l'autel de la vie humaine...



QUELQUES ÉCHOS DU « PORT DE LA JOIE... »

En recevant pour la troisième année consécutive le Forum social mondial, Porto Alegre se mue à nouveau en une capitale des altermondialistes. Mais avec le contexte politique brésilien et latino-américain, ainsi que la venue en force de courants sociaux-démocrates à la recherche d'une nouvelle virginité, le Mouvement, tel qu'on l'appelle, voit les débats s'accroître en son sein à mesure qu'il se consolide et élargit sa base. Petite photo d'ambiance.

Une nouvelle donne politique et sociale. Contrairement aux deux éditions précédentes, le FSM, cette année, se déroule dans un contexte nouveau. Alors que l'année précédente, ses acteurs et actrices se voyaient confrontés à des situations s'assimilant à des impasses stratégiques, qu'il s'agisse de l'Argentine ou de l'Afghanistan, l'évolution politique mondiale offre un paradigme nouveau. Avec la croissance de la contestation des guerres impérialistes, la montée des luttes sociales et le retour de grèves générales en Italie et en Espagne, et surtout les victoires électorales, porteuses d'espoir, de Chavez

gouvernement qui associe tout à la fois des secteurs de gauche révolutionnaire (Miguel Rosseto à la réforme agraire par exemple) et des pans de la droite libérale (le ministre du Budget, Antônio Palocci), Lula semble vouloir ménager la chèvre et le chou, à savoir les intérêts des populations les plus pauvres comme ceux de la haute bourgeoisie brésilienne qui appliqua jusqu'alors les recettes néolibérales du FMI à son seul profit. Les fortes polémiques que suscitent, après à peine un mois de législature, les prises de position du gouvernement font d'ores et déjà douter de la durabilité de ce gouvernement.

L'élargissement au prix de la radicalité ? Au sein du Forum lui-même, le discours majoritairement porté reste un discours radical. La base commune à toutes les participantEs reste, comme précédemment, l'opposition à la guerre et au néolibéralisme, ce qui est rendu d'autant plus facile par la radicalisation des positions d'une social-démocratie défaite à l'échelle de l'Europe. Pourtant, cette radicalisation de façade d'une minorité, qui s'est tardivement raccroché à la sphère altermondialiste, ne doit pas cacher celle, réelle, d'une base majoritaire qui tient les rênes du mouvement.



Le thème de Davos : « reconstruire la confiance »

pouvait voir des mouvements comme le MST (Mouvement des paysans sans terre) appeler au combat pour le socialisme ; dans le Forum, des débats, comme cet échange entre Daniel Bensaïd et Tariq Ali qui avait le mérite de redonner au projet socialiste une fraîcheur nouvelle ; le camp de jeunes, où les ateliers organisés avaient une tonalité des plus radicales, montrent qu'en dépit de son élargissement significatif, le mouvement demeure avant tout une base d'élaboration et de réflexion au service de cet autre monde souhaité, quand bien même ses contours restent flous et mal définis. Un mouvement qui, implicitement, remet en cause les aspects les plus fondamentaux du capitalisme actuel, ce qui en fait pour nous un outil toujours aussi pertinent...

Hervé, [Lyon]

La manifestation d'ouverture, où l'on



au Venezuela et de Lula au Brésil, c'est tout naturellement que le mouvement dans son ensemble s'engouffre dans une dynamique offensive.

Lula : la logique de Davos. Celui-ci devient pourtant plus que jamais tiraillé par de violentes contradictions, dont on pourrait dire qu'elles sont aujourd'hui illustrées par le gouvernement Lula. En annonçant lors du FSM son départ pour Davos, Lula, leader charismatique du PT, entré dans ses fonctions de président du Brésil le 1^{er} janvier, a montré les voies alternatives, pour ne pas dire antagonistes, qui s'offrent au mouvement altermondialisation. A l'image de son

UN APPEL DU MOUVEMENT SOCIAL DU VENEZUELA

« DÉFENDRE LE PRINTEMPS VENEZUELIEN »

La pression de l'opposition réactionnaire, soutenue par les Etats-Unis, s'intensifie sur le gouvernement du Venezuela. Plusieurs organisations du mouvement social de ce pays viennent de lancer un appel aux peuples du monde entier. Pour qu'ils se mobilisent en défense de la mobilisation populaire qui se lève en Amérique latine.

« Nous mouvements sociaux vénézuéliens - Attac Venezuela ; Association nationale des médias communautaires, alternatifs et libres ; Réseau vénézuélien des médias communautaires ; Coordination paysanne Ezequiel Zamora -, adressons un appel urgent aux citoyens du monde entier.

« Une fois de plus, la Maison Blanche

ne cache pas son désir de voir un président, un gouvernement et un parlement démocratiquement élus interrompre leurs mandats. Une nuit d'images tombe sur le monde, occultant notre expérience de démocratie participative sous l'apparence d'un pays «ingouvernable», «chaotique», où l'État il faut «d'urgence intervenir».

«En réalité, si le Venezuela bouge et bouillonne, c'est d'une parole citoyenne critique, multiple, contradictoire. Les exclus de la mondialisation prennent enfin la parole. Des millions de Vénézuéliens jusqu'ici bâillonnés par un apartheid qui les considérait comme une plèbe violente et ignorante, se construisent à présent une véritable citoyenneté. [...]

«Fort(e)s de notre Constitution bolivarienne - une des plus démocratiques du monde -, nous légalisons les terres des immenses quartiers populaires. Nous inspectons les chantiers scolaires ou le matériel des hôpitaux. Nous fortifions notre pouvoir de décision en élisant les nouveaux conseils locaux de planification. Nous créons des radios et des télévisions communautaires, indépendantes du pouvoir politique. Nous luttons pour la distribution des terres aux paysans pauvres, pour le contrôle public des ressources pétrolières et pour l'extension des droits de la femme, qui est ici à la pointe du changement social.

«Ce printemps citoyen a sonné l'of-

fensive tous azimuts de l'équipe Bush, qui finance l'opposition vénézuélienne dans sa reconquête du pouvoir. En avril 2002, cette opposition avait déjà voulu stopper ces avancées citoyennes par un coup d'Etat, suspendant toutes les instances démocratiques et déclenchant une répression meurtrière contre les secteurs populaires. La CTV, une des directions syndicales les plus corrompues d'Amérique latine, le haut clergé, le haut patronat, les médias commerciaux, les cadres supérieurs de l'entreprise pétrolière PDVSA pressés de privatiser cette activité, ainsi que des multinationales conspirent ici avec la complicité des Etats-Unis et d'autres pays, comme l'Espagne. Tous unis pour renverser notre gouvernement et mieux briser l'élan d'émancipation du néolibéralisme qui traverse l'Amérique Latine depuis l'arrivée au pouvoir du président Chavez et qui se poursuit avec les victoires électorales de Lula au Brésil et de Lucio Gutierrez en Equateur.

«Nous vous demandons de vous manifester auprès des rédactions de vos journaux, radios, télévisions pour que ceux-ci respectent enfin votre droit à l'information. Ecrivez, téléphonez, faxez, envoyez vos mails. Nous venons nous-mêmes de nous rassembler par dizaines de milliers, pacifiquement, devant le siège des télé commerciales, pour leur demander de cesser la campagne agressive, raciste contre notre processus de changement. [...]



«De façon urgente, nous vous demandons aussi de vous manifester auprès d'organismes de défense des droits de l'Homme pour leur demander de protéger ici les membres des médias communautaires que la télévision commerciale ne cesse de cibler comme «terroristes», parce qu'ils sont nos seules sources d'information indépendante. [...]

«Nous vous demandons aussi d'exiger de vos gouvernements de respecter et de faire respecter le droit d'un peuple de choisir le type de développement et de démocratie qu'il souhaite, et de soutenir clairement le gouvernement légitime du Venezuela.»

CLONAGE : PROGRES OU FIN DE L'HUMANITE ?



Première mondiale ! La secte des Raéliens a annoncé par l'intermédiaire de la généticienne française Brigitte Boisselier, la naissance aux USA de Eve, premier clone humain. Au jour d'aujourd'hui, la technique du clonage est assez imparfaite et est confrontée à l'échec avec les primates ; on voit donc mal comment une petite secte, malgré de gros moyens, aurait réussi parfaitement ce qu'aucun scientifique n'a jamais fait à moitié. Cependant, ce pauvre Raël qui prétend que Jésus est parent avec E.T, a le mérite de poser le problème tant éthique, philosophique que pratique de la question de l'avenir de l'humanité face au clonage. Problème immense qu'il s'agit

de commencer à envisager aujourd'hui même, avant de se retrouver devant le fait accompli par quelque savant fou.

Le clonage consiste, en gros, à prélever le programme génétique d'un individu contenu dans chacune de ses cellules ; puis il est implanté dans un ovule énucléé (dont on a retiré le noyau). La cellule formée est stimulée par un champ électrique, se divise et il en naît un être dont le programme génétique est exactement le même que celui du premier : c'est son clone. Cela paraît simple mais c'est concrètement beaucoup plus compliqué et cela pose énormément de problèmes. D'une part des milliers d'essais sont

nécessaires pour obtenir avec un peu de chance un clone viable... D'autre part, les manipulations entraînent des dommages dans le programme génétique d'où une forte mortalité des clones (plus de la moitié des clones n'ont pas atteint l'âge de un an), des malformations physiologiques et génétiques (cancers, stérilité, problèmes rénaux, respiratoires...). L'autre problème principal, c'est la question du vieillissement des clones : les cellules possèdent une sorte de « mémoire » de l'âge de l'individu donc par exemple, si je me fais cloner à 20 ans, mon clone aura physiologiquement 20 ans à sa naissance et à 20 ans il aura les problèmes de santé d'un homme de 40 ans... Les scienti-

fiques ne savent pas encore comment régler ce problème, la naissance d'Eve est donc peu probable.

Mais les problèmes philosophiques sont beaucoup plus importants.

En admettant que Eve, soit vraiment la première petite fille clonée, quel est son statut ? Est-elle une personne à part entière ; la propriété de la clonée, de la science ; qui est la clonée par rapport à elle, sa mère, une simple copie ; est-elle libre ? Il y a un paramètre psychologique très fort : nous sommes des êtres sexués et pour créer un nouvel être, il faut deux êtres de sexes opposés. Mais si l'on pouvait se reproduire de manière asexuée (comme les bactéries), on bouleverserait complètement les repères psychologiques généalogiques (le couple parental, complexe d'Oedipe, tabou de l'inceste...) qui déterminent la place de l'individu par rapport à ses parents, dans la société, qui déterminent en grande partie la construction psychique de l'être humain. Enfin, la liberté est-elle compatible avec le clonage ? La liberté que possède naturellement, intrinsèquement, l'être humain, est due au fait qu'il est unique, qu'on ne peut le déterminer à l'avance. Le code génétique est si riche que l'Homme naît d'une gigantesque loterie génétique (des milliards de milliards de combinaisons possibles). Donc, à la naissance, l'Homme est à priori libre (malheureusement pas automatiquement partout) puisque personne ne domine ce qui le constitue le plus intimement, le plus profondément : son ADN. A partir du moment où son programme génétique n'est plus le fruit du hasard et de la nature, qu'il est décidé à l'avance soit par sélection de gènes « avantageux » soit par copie des gènes d'un être existant, l'Homme n'est plus réellement libre. Alors qu'avant, il était soumis aux lois aveugles de la nature, il devient soumis à la décision, à la volonté bien consciente d'un scientifique qui décide de qui il sera. En plus de notre apparence, l'ADN détermine en partie notre personnalité et notre caractère et certain imaginent déjà dominer la pensée et le comportement par manipulations génétiques. C'est ce qu'ont essayé de faire les nazis en sélectionnant les « purs aryens » ou ce que rêvent de faire certains « rénovateurs » ou « purificateurs » du genre humain. D'autres y voient un débouché économique extraordinaire en envisageant de créer une branche « résurrection de morts » dans leurs trusts. Heureusement, nous sommes aussi formés par notre éducation, notre environnement socioculturel et nos premières années de vie : dans l'absolu, un clone ne peut raisonnablement pas

être une « photocopie » de l'individu de départ.

Cependant, ce fantasme du clonage est révélateur des maux de notre époque.

D'une part, un individualisme forcené qui voudrait qu'on puisse choisir son apparence, ses capacités intellectuelles, avoir des enfants parfaits qui soient la copie conforme de leurs parents. Ce n'est pas sans rapport avec notre société où la réussite personnelle, l'intérêt privé et la propriété capitaliste gangrèment les rapports humains. D'autre part, il y a une volonté de purification, d'assainissement dans une société qui craint plus que tout la moindre contamination bactérienne et qui considère la sexualité comme un tabou. C'est d'ailleurs un thème très important dans les religions : la virginité associée à la pureté, l'immaculée conception, le péché originel... C'est un symptôme de mal-être (en parlant de la religion, Freud dit « névrose de l'humanité », Marx « opium du peuple ») dans une société qui empêche le plein épanouissement de l'individu qui recherche quelque chose de supérieur, de pur qui n'est autre l'humanité idéalisée, déifiée. On le voit actuellement avec un développement important des sectes. La recherche de quelque chose de supérieur à ce qui existe sur Terre conduit aux pires fantasmes eugénistes. Alors que l'Homme ne maîtrise pas sa vie sous le poids des contraintes sociales, familiales d'une société réactionnaire, il rêve de dominer la nature, de se substituer à une autre de ses inventions destinées à le rassurer : Dieu. C'est une grave erreur, le progrès viendra de la maîtrise consciente des rapports avec la nature pour s'intégrer à notre écosystème et non pas d'une domination de la nature d'ailleurs impensable.

Bien utilisée, la recherche génétique constituera sûrement un grand progrès, comme de la même manière, elle pourra engendrer les pires horreurs en s'approchant de plus en plus de la connaissance totale du code génétique. Les progrès de la science s'accompagnent toujours d'un développement de la conscience humaine qui permet de maîtriser cette nouvelle connaissance

(parfois très longtemps après, comme le nucléaire sur lequel on commence à peine à se rendre compte des dangers). Le clonage thérapeutique permettrait le traitement de beaucoup de maladies incurables aujourd'hui et sans risque de rejets de greffes. On peut penser que l'humanité pourrait par exemple pallier la nature et permettre à des couples homosexuels d'avoir des enfants mais il faudra des années de recherche et de développement de la société et de la conscience. Je vois mal de telles connaissances aux mains de capitalistes ou de gourous eugénistes qui veulent s'enrichir. Ce qui est essentiel de comprendre c'est que la science et la technique ne sont pas mauvais en soi, c'est ce que l'on en fait qui peut être dangereux. Il faudra des débats, des recherches et le choix démocratique des citoyens pour connaître la voie du progrès. Mais aujourd'hui, le capitalisme se plante de route et nous amène à la catastrophe.

Benoît, [Mont de Marsan (40)]



DÉMOCRATIE AU KURDISTAN !

Les pressions des autorités auront fini par aboutir à la radiation du barreau de Turquie de l'avocate kurde Eren Keskin. Les raisons officiellement invoquées pour justifier cette décision de l'ordre des avocats sont l'atteinte à l'intégrité de l'Etat et séparatisme. Cette nouvelle tentative de museler l'avocate n'est que l'aboutissement d'un long processus visant à faire taire Eren Keskin, qui n'a jamais hésité à dénoncer les exactions de la police turque et les violences subies par le peuple kurde. Voilà ce que les autorités ont appelés « atteinte à l'autorité de l'Etat ». Quant à l'accusation de séparatisme retenue contre Keskin, elle est due aux prises de position répétées de l'avocate pour une solution pacifique à la question du Kurdistan. Ce sont en fait une centaine de procédures qui sont aujourd'hui en cours contre elle, ce qui ne l'empêche pas de poursuivre son combat démocratique et d'assumer le poste de présidente de la section d'Istanbul de l'Association pour le respect des droits de l'Homme en Turquie.

Cette pratique consistant à poursuivre en justice les avocats qui mènent un combat démocratique est courante au Kurdistan turc : le président de la Ligue des droits de l'Homme kurde est lui aussi inquiété par une soixantaine de procès à son encontre. En plus de la volonté des autorités de discréditer les partisans des droits de l'Homme, cette multiplication de procédures pose le problème du temps que peuvent consacrer ces avocats à leurs dossiers, puisque la préparation de leur propre défense leur réclame un investissement considérable. Les derniers faits reprochés à Eren Keskin nous ramène en France puisque ce sont des propos qu'elle a tenu lors d'une conférence donnée à Aix-en-Provence qui lui ont une nouvelle fois attiré l'ire des autorités. En avril 2001, invitée par des associations aixoises mobilisées sur la question kurde, elle avait dénoncé les violences de la police turque, particulièrement celles infligées aux femmes kurdes, et appelé à une solution pacifique au Kurdistan.

Une affaire de plus qui nous rappelle que le problème kurde n'est en rien résolu, et que la liberté d'expression y est encore un objectif à défendre.

Renaud, [Marseille]

NAUFRAGE DU PRESTIGE

19 novembre 2002 au large de Vigo (Sud-ouest de la Galice), 77 000 tonnes de fioul s'enfoncent avec le Prestige, dernier d'une longue liste de pétroliers-poubelles auteurs de ce qu'on essaie de nous faire appeler « catastrophe naturelle ». Du Portugal jusqu'à Saint-Nazaire, un millier de kilomètres de côtes sont menacés à court terme par près de 15 000 t de fioul bloquant l'activité de milliers de pêcheurs, conchyliculteurs, etc. Mais ce n'est peut-être qu'un avant-goût car les 60 000 t restantes constituent une véritable bombe à retardement, d'autant plus que, contrairement au cas de l'Erika, l'épave se situe —grâce à l'action efficace des autorités— à une profondeur qui rend presque impossible toute opération de pompage, de remorquage ou autre. Quoiqu'il en soit, on compte déjà 295 km de côtes souillées en Espagne d'après le ministre de l'environnement Jaime Matas, ce qui correspondrait à un coût de 42 millions d'euros rien que pour leur nettoyage ; de plus, le Fipol a déjà prévu 184 millions d'euros pour les indemnités en Galice, ce qui, lorsque l'on sait qu'il vient seulement d'atteindre les 52 millions d'euros pour l'Erika, laisse entrevoir l'importance du problème.

Et que font les gouvernements face à cela ? C'est à peine s'ils se donnent la peine de feinter de s'intéresser au problème. Selon les pêcheurs et écologistes espagnols, le ministre ayant intervenu le plus rapidement et efficacement est... Roselyne Bachelot ! C'est dire l'intérêt que suscite le problème notamment chez Manuel Fraga-Iribarne, président du gouvernement autonome de Galice, qui a pourtant déclaré qu'il « assume toutes responsabilités ». L'Espagne a même étudié la possibilité de brûler le pétrole grâce à des chasseurs F-18 pour se débarrasser de ce problème épineux, or 77 000 t de fioul correspondent à 250 milliard de litres de CO₂ (gaz à effet de serre), sans parler des autres polluants : sulfures, cyanures, gaz imbrûlés, etc. La seule instance paraissant traiter le problème est la Commission européenne, qui a présenté une proposition de directive sur la « Responsabilité légale des entreprises en matière d'Environnement ». L'illusion tombe lorsque l'on regarde de plus près le contenu de cette proposition lancée à contrecœur sous la pression des populations mécontentes : les entreprises ne seront en effet responsables que dans les zones protégées et sous réserve

d'une kyrielle d'exceptions qui excluent notamment les responsabilités en cas de... marée noire ! Un autre point de ce projet est l'interdiction des pétroliers à simple coque, d'ici 2015 et tout en continuant la dérégularisation afin de ne pas entraver le commerce ... il y a de quoi rester sceptique ! Pour excuser l'absence de mesures protégeant l'environnement on invoque, en plus de l'argument classique de la rentabilité, le fait qu'il s'agisse de « catastrophes naturelles » incontrôlables, d'ailleurs il n'y a pas officiellement de responsable.

Comment ne pas penser qu'on se moque de nous ? Non seulement le naufrage du Prestige n'était pas une fatalité du fait que ce pétrolier construit au Japon en 1976, dans une vague de production à grande échelle et à prix restreints au maximum, n'était fait (on peut aujourd'hui l'affirmer grâce aux nouvelles techniques de modélisation en résistance des matériaux) que pour durer 10 ou 15 ans ; mais de plus, il existe des méthodes efficaces de contrôle de la corrosion (mesure et étude en fonction de la conception de l'épaisseur des tôles aux zones à risques) exigées notamment par BP, pour l'affrètement longue durée de tout pétrolier de plus de 15 ans, mais mises en place par aucune législation.

Ajoutons que les seuls contrôles obligatoires ne sont fait que pour 11 % des bateaux mouillant dans les ports français par exemple. Signalons enfin que la même société (Crown Resources, installée en suisse) a chargé le Byzantio de 50 000 t de fioul lourd dans des conditions de transport aussi exécrables sans qu'un vive réaction (à part une action-commando de Greenpeace) se fasse entendre lors de son passage près des côtes françaises. En Espagne par contre, où l'économie de tout le nord du pays, fortement dominée par les métiers de la mer (la Galice est la première région mondiale productrice de moules, deuxième pays derrière la Chine, et 80.000 personnes vivent directement de la mer), subit d'important préjudices, la mobilisation est plus forte. On peut le remarquer jusqu'au sein des organisations politiques : le parti écologiste a demandé une information judiciaire contre les ministres de l'environnement et du développement et les socialistes et nationalistes de Galice appuyés par les sondages ont demandé la démission du président du gouvernement autonome Fraga-Iribarne

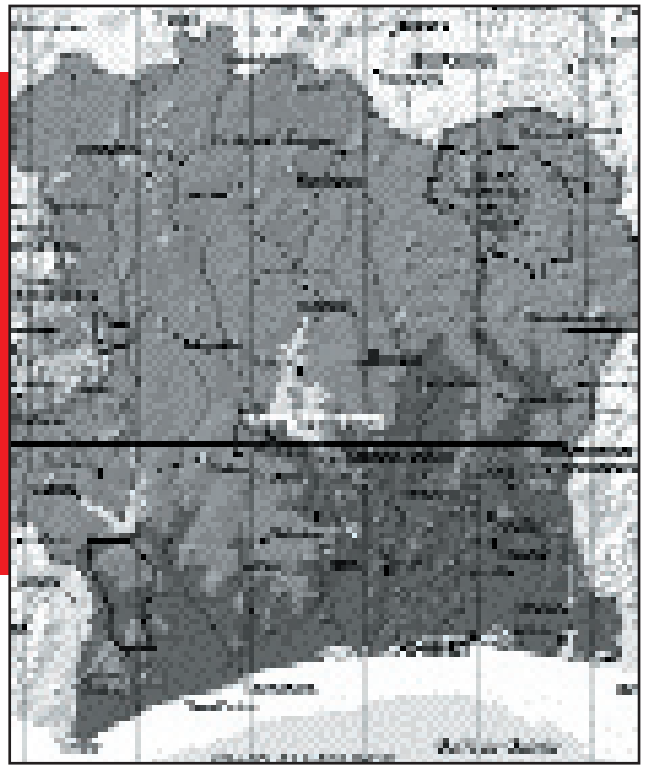


(ancien ministre de Franco), celui-ci estimant que « Les galiciens qui ont voté pour mon élection ne sont pas pour ma démission ». Toutes ces luttes se sont regroupées autour de la plate-forme « Nunca mais » (« Plus jamais » en galicien) associant des syndicats, des organisations écologistes et les partis socialistes et nationalistes. Ce mouvement a amené 300 000 manifestants à braver la pluie de Saint-Jacques de Compostelle, c'est la manifestation la plus importante qu'ai jamais vue la Galice. De plus, ce mouvement a pu se libérer des revendications écologistes minimalistes habituelles, en pointant les responsabilités des gouvernements (on remarque d'ailleurs que le Parti Populaire, au pouvoir en Galice et en Espagne, a interdit à ses membres de participer au mouvement).

Cette électrisation des mouvements politiques et sociaux n'est pas due au fait que les espagnols soient plus écologistes que nous ou mieux organisés, mais bien au fait que la protection de l'environnement ne soit pas l'affaire de quelques illuminés déconnectés de la réalité mais une lutte pour les intérêts des travailleurs et avant tout par les travailleurs et que, en Espagne, les masses en aient pris conscience. D'ailleurs, ce mouvement ne touche pas uniquement l'environnement ; que cela soit sous Jospin, Aznar ou Chirac-Raffarin, que cela soit pour l'Erika, le Prestige ou les ECTS, l'objectif est toujours de limiter au maximum les dépenses publiques et de dérégulariser, c'est donc toute une logique qui est mise en cause, et l'expression du mécontentement des travailleurs de la mer a sa place dans les mouvements sociaux associés à la « lutte des classes ».

Julien, [Metz]

TROUPES FRANÇAISES HORS DE CÔTE D'IVOIRE !



Depuis quatre mois que les conflits durent en Côte d'Ivoire, la situation ne cesse de s'y compliquer. Mis à part l'éternelle question de « l'ivoirité » rabachée par les différentes personnes au pouvoir pour évincer leurs opposants, les troupes qui viennent du Burkina Fasso pour porter main forte aux rebelles du Nord, et ceux qui viennent du Libéria, véritable repère des mercenaires de Taylor, il est de plus en plus difficile de s'y retrouver.



Chirac et le président Gbagbo

impérialiste Françafricaine et l'ingérence permanente de la France dans les affaires ivoiriennes qui est à l'origine de tous les problèmes. Les trois quarts des entreprises du secteur public ont été privatisés : le raffinage du pétrole appartient à Total, le téléphone à France Télécom, les chemins de fer à la SNCF, et l'électricité à EDF et Bouygues, en partenariat avec des entreprises suisses, britanniques et américaines. Par ailleurs, derrière chacun des protagonistes ivoiriens se disputant le pouvoir, il y a une partie de l'économie ou de la politique française qui est présente, ce qui veut dire que ce n'est pas le peuple ivoirien mais les patrons et les politiciens qui profitent de cette nouvelle répartition du pouvoir, et que de toute façon la France en sortira gagnante.

rebelles de l'insurrection du 19 septembre 2002. Et les mouvements anti-français en Côte d'Ivoire ne viennent pas de commencer ! Ils ont juste été rendu publics le jour où l'ambassade de France a été brûlée, et qu'on ne pouvait donc plus cacher le mécontentement du peuple ivoirien qui est bien conscient que la France est responsable.

L'ironie, c'est que la question ivoirienne et l'envoi de militaires français dans l'ancienne colonie ne semble pas poser de problèmes à Chirac alors qu'il fait mine de s'élever contre les Etats Unis qui veulent aller bombarder l'Irak. Les militaires français dispersent déjà les manifestants ivoiriens à coup de bombes lacrymogènes...

Politique impérialiste pour politique impérialiste, la France n'a rien à envier aux Etats-Unis.

Leïla, [Aix-Marseille]

Alors notre génialissime Chirac a organisé la Conférence du 24 janvier 2003 pour réunir les forces politiques ivoiriennes. Les accords signés à Linas-Marcoussis ont donc pour but, selon le gouvernement français, de « consacrer la réconciliation nationale et ouvrir la voie du retour à la paix en Côte d'Ivoire, dans le respect de la légitimité constitutionnelle. ». Par ailleurs, l'article 35 sur la notion de l'ivoirité a été supprimé. Ces accords dénoncent aussi l'ingérence...

Or il se trouve qu'encore une fois dans ce conflit ivoirien, c'est la politique

En effet, Gbagbo, président actuel de la Côte d'Ivoire devra selon les accords partager son pouvoir avec l'opposition (Ouattara, Bédié, l'ancien parti de Guei, tandis que les ministères de l'intérieur et de la défense reviennent au MPCI, principal mouvement



LES ANARCHISTES ET L'ETAT

« *Les antiautoritaires réclament que l'Etat politique soit aboli d'un seul coup, avant même que soient abolies les conditions sociales qui l'ont créé.* » Engels, *De l'autorité.*

L'anarchisme se présente sous de multiples formes. Pour ce qui concerne l'Etat, il semble que pour l'essentiel, la plupart des anarchistes se rejoignent. Qu'est ce qui nous sépare quant à la vision de l'Etat ?

Etymologiquement, anarchie signifie absence de pouvoir. Les anarchistes pensent que l'existence même d'un Etat est oppressive, incompatible avec la liberté humaine, ils sont contre toute forme d'autorité, de pouvoir.

L'idéologie dominante répond à cela en invoquant la « nature humaine ». Une société sans Etat serait impossible puisque seules les lois, les tribunaux, le système de répression peuvent réguler les tendances naturelles de l'homme qui sont de toujours vouloir dominer l'autre, toujours posséder plus, être le plus fort.

Là-dessus, nous sommes en accord avec les anarchistes, car sans rentrer dans les détails, l'anthropologie montre que les êtres humains peuvent vivre dans une société sans état et sans gouvernement.

Aussi, nous pensons, de la même manière que les anarchistes, que toute forme d'Etat implique l'oppression d'un groupe sur un autre. En effet, l'Etat dans la société capitaliste est là pour préserver l'ordre établi, préserver le système capitaliste. Il maintient, en conservant la propriété privée, la possibilité pour un petit nombre de riches de le rester et les aides même à s'enrichir encore plus. En effet, quand ces derniers veulent investir ailleurs, avec l'armée, il va faire la guerre pour leur ouvrir de nouveaux champs d'investissement.

En fait, nous sommes autant hostiles à l'Etat que les anarchistes, nous pensons, nous aussi qu'il faut s'en débarrasser.

Comment abolir l'Etat ? Par quoi le remplacer ? Les limites de l'anarchisme.

La réponse la plus radicale et la plus sérieuse des anarchistes est que l'Etat doit être détruit par une révolution, par un soulèvement de masse au cours duquel la

classe ouvrière brise et désintègre les institutions étatiques clefs, c'est à dire l'armée, la police, etc.

Notre divergence avec les anarchistes réside dans la seconde question : par quoi le remplacer ? Selon eux, l'Etat doit être remplacé par une communauté autogouvernée sans Etat, ni gouvernement, ni autorité centrale. Nous pensons que cette réponse à plusieurs limites

Tout d'abord, elle ne prend pas en compte la résistance inévitable de l'ancienne classe dominante. Une révolution victorieuse est forcément confrontée au sabotage économique, à la résistance armée, au terrorisme à la guerre civile et à l'intervention étrangère. Par exemple, si une insurrection populaire se développait en Argentine jusqu'à remettre en cause l'ordre établi, les Etats capitalistes réagiraient.

Aussi, les anarchistes récusent tout centralisme car cela revient à une forme d'autorité, et ils sont contre l'idée d'autorité en soi, puisqu'elle est contraire à la notion de liberté individuelle. L'ordre et la justice, dont ils ne nient aucunement la nécessité, doivent reposer sur un contrat librement conclu entre les intéressés. La multiplicité des contrats se traduit par le fédéralisme, appelé à remplacer l'organisation étatique. Cependant, au moment d'une révolution, si les décisions ne sont pas prises centralement, c'est à dire sans autorité centralisée, sans une forme révolutionnaire d'Etat, la révolution court à la défaite.

Encore, s'il n'y a pas d'Etat révolutionnaire, qui possédera les entreprises dont les capitalistes auront été expropriés ? Si les boîtes appartiennent directement aux travailleurs, il ne peut y avoir coopération ni planification globale. On retourne alors à un système de concurrence entre les entreprises. Le transfert de la propriété des industries à la communauté ne peut se faire qu'à un stade ultérieur. Pendant la révolution, la communauté est toujours divisée en classe en guerre les unes contre les autres.

La question de la prise du pouvoir et l'Etat révolutionnaire

Une nouvelle organisation de la société ne peut émerger spontanément, sans prise du pouvoir. Les anarchistes éludent cette question, ce qui les amène durant la guerre

d'Espagne à, bien malgré eux, servir la contre révolution. Ils ont affirmé : « *nous n'avons pas pris le pouvoir, non parce que nous n'avons pas pu, mais parce que nous n'avons pas voulu, parce que nous sommes contre toute dictature* ». Il est clair que renoncer à la conquête du pouvoir, c'est la laisser volontairement à celui qui l'a, c'est à dire aux capitalistes. La fond de toute révolution consiste à porter une nouvelle classe au pouvoir et à lui donner ainsi toutes possibilités de réaliser son programme.

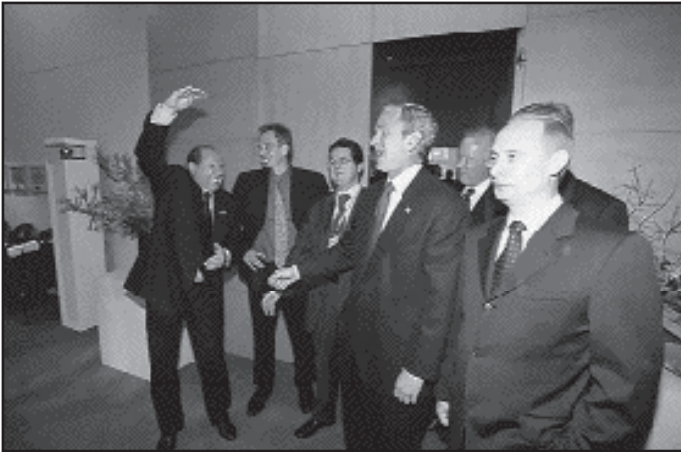
Le passage de la société capitaliste à la société communiste est impossible sans une période de transition politique. Si l'on a parlé de dictature du prolétariat, c'est parce que le prolétariat au pouvoir, c'est à dire la grosse majorité de la population, les ouvriers, les employés, l'ensemble de tous les salariés, sera forcément confronté à la résistance des capitalistes, des exploités et des oppresseurs. Ces derniers useront de tous les moyens possibles pour pouvoir récupérer leur pouvoir, y compris des armes. Les travailleurs au pouvoir ne pourront répondre que par la force pour briser cette résistance, c'est uniquement de cette manière que l'humanité pourra se libérer de l'esclavage salarié.

Petit à petit, une fois que les résistances auront été battus, qu'il n'y aura plus de classes, que les capitalistes auront disparus, les hommes s'habitueront à respecter les règles de la vie en société et ce sans violence, sans contrainte, sans cet appareil de répression qu'est l'Etat. Dans une société communiste, l'Etat deviendra superflu puisqu'il n'y aura plus de classe à contenir, plus d'intérêts à préserver etc... Petit à petit, il déperira.

Notre but final est donc le même que celui des anarchistes, nous divergeons dans la façon d'y parvenir. Ne pas poser le problème de la prise du pouvoir par les travailleurs, reviens à le laisser à ceux qui l'ont.

« *... Tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour organiser la répression contre ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel.* » Engels

Fanny, [Rouen]



VISION D'HORREUR...

MUSIQUE : PÉDROLIRA,

de Holden

Le premier album d'Holden, *L'arrière monde*, était passé inaperçu (6000 disques vendus) ; trop littéraire selon certains. Avec ce deuxième album, ce groupe qu'on pourrait qualifier arbitrairement de pop française, bénéficie d'arrangements musicaux

très subtils, à base de cordes, de batterie et de quelques arrangements ou intros au piano. Et puis surtout, la beauté de la voix de la chanteuse, Armelle Pioline, toute en suavité et douceur, permet aux textes de laisser éclater leur brillante écriture. Influencé par le jazz

ainsi que par les sixties, Holden, véritable révélation de la fin 2002, révèle donc avec ce second album un talent qui allie musiques dont on ne se sépare pas une fois écoutées, et talent d'écriture. A écouter de toute urgence.

B.D. GARDUNO, EN TEMPS DE PAIX

de Philippe Squarzoni, aux Editions Les requins marteaux

« *Il y a, au Mexique, un village dont le nom a été oublié par les cartes de voyage. Les paysans qui l'habitent disent qu'il s'appelle Garduno, en temps de paix... et Zapata, en temps de guerre.* » Parce que ce village plus ou moins imaginaire, qui change de nom au gré des fluctuations guerrières, symbolise d'une certaine façon la résistance à l'ordre mondial, P. Squarzoni en a fait le titre de sa cinquième BD. En même temps qu'il se raconte, il raconte la lente émergence d'une génération qui découvre la contestation après la chute du mur de Berlin. Cette évolution est hantée par une question : comment résister ? Alors que les modèles de société alternatifs semblent évaporés, alors qu'« *on n'a pas toujours la possibilité de faire trébucher l'histoire* ». De l'ex-Yougoslavie au Mexique, on est spectateur, en même temps que le narrateur, des horreurs

qui ne se sont pas éteintes après 1989, bien au contraire, des méfaits des institutions internationales, et aussi de l'éclosion des nouvelles résistances : Zapatistes et indiens à partir de 1994, grèves de 1995 en France, ou encore Daniel Mermet sur France Inter... On partage avec lui cette volonté de ne pas laisser faire, même si notre marge de désobéissance et de révolte semble mince. Squarzoni apporte à la fin de ce premier tome une réponse, qui



est la même que celle de milliers de personnes en France et de bien d'autres ailleurs. Sûrement insuffisante mais nécessaire pour refonder l'espoir, un espoir qui prend sa source, notamment, dans les premières révoltes d'indiens contre les envahisseurs européens; révolte de 500 ans, toujours à recommencer.

Beaucoup de militants devraient se reconnaître à la lecture de cette BD. A suivre dans le tome 2 : Zapata, en temps de guerre.

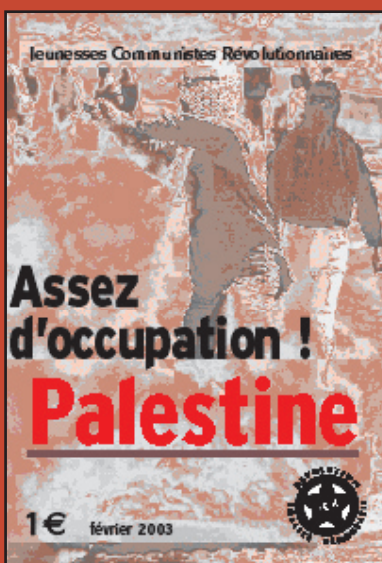
Vincent, [Poitiers]

Commandez notre matériel pour le diffuser autour de vous !

Brochure contre la guerre en Irak



Brochure Palestine



Affiche contre la guerre (63 x 88 cm)



ABONNEZ-VOUS ! PRENEZ CONTACT !

Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro)
8 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)

Je veux participer aux Rencontres internationales de jeunes

Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :

..... brochure(s) contre la guerre (0,5 euro l'exemplaire)

..... brochure(s) Palestine (1 euro l'exemplaire)

..... affiches contre la guerre

..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)

Total : euros
Chèque à l'ordre de RCJ

Nom prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Téléphone e-mail

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.
mail : jcr@jcr-red.org - web : www.jcr-red.org - tel : 01.48.70.42.30